

N° 123 – 3^{ème} trim. 2005
Août 2005

	Page
<i>Synthèse</i>	2
<i>Avertissement méthodologique</i>	5
<i>1. Vue d'ensemble</i>	8
<i>1.1 Les entreprises</i>	8
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	8
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois.....	12
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i>	16
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	16
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages	17
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	18
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i>	19
<i>2. Analyse sectorielle</i>	24
<i>2.1 Secteur primaire</i>	24
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	28
<i>2.3 Autres industries</i>	32
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i>	36
<i>2.5 Commerce</i>	40
<i>2.6 Hôtellerie - Tourisme</i>	46
<i>2.7 Services marchands</i>	50

Après une très bonne année 2004, la croissance mondiale devrait encore atteindre +4% en 2005. Mais la cherté de l'énergie pourrait menacer la prospérité de nombreux pays dès le troisième trimestre. La hausse constante du prix du brut depuis le début de l'année, marquée par un record de US\$67 le baril à la mi-août, est entretenue par une demande toujours forte, des craintes d'engorgement des capacités mondiales de raffinage et des tensions politiques (incertitudes sur l'attitude de l'Iran, menaces d'attentats en Arabie Saoudite...).

Le PIB de la **Chine** a déjà enregistré +9,5% sur les six premiers mois de 2005, comme sur l'année 2004 en entier, et sera bien au-delà de l'objectif gouvernemental de 8%. Malgré la politique de refroidissement visant à brider l'investissement, la production industrielle chinoise a crû de 16,1% en glissement annuel en juillet (après +16,8% le mois précédent et +15,5% un an plus tôt). Par ailleurs, les autorités de Pékin ont réévalué le yuan de 2% vis-à-vis du dollar américain et créé un panier de devises de référence le 21 juillet ; mais cette première concession à l'égard de leurs partenaires ne devrait guère entamer la compétitivité prix des produits manufacturés chinois. En revanche, la croissance économique pourrait être menacée par la pénurie de pétrole qui point en raison de l'importance de la demande intérieure et du conflit entre le gouvernement et les compagnies pétrolières. Ces dernières, qui supportent la hausse du prix du brut sur le marché international, rechignent à alimenter les raffineries au prix fixé mensuellement par les pouvoirs publics (actuellement US\$43 à 47).

Après un excellent premier trimestre (+5,4%), l'économie du **Japon** a crû de 1,1% en rythme annuel au deuxième, grâce à la consommation des ménages (+0,8%) et aux exportations (+2,8%). Le chômage a diminué : 4,2% en juin contre 4,4% le mois précédent. Quant aux investissements, ils ont augmenté de 2,2% en glissement annuel grâce aux commandes du secteur privé (+5,4%), celles du secteur public s'étant au contraire affaïssées (-1,3%).

Pour les **Etats-Unis**, la hausse du PIB a été de 3,6% en comparaison annuelle au deuxième trimestre. Bien qu'un peu décevante, la production industrielle, seulement +0,1% en juillet après +0,8% en juin, a tout de même enregistré +3% sur l'année, avec un taux d'utilisation des capacités de production encore élevé (79,7% en juillet contre 79,8% en juin). Avec des revenus en hausse de 0,5% en juin (+0,2% en mai), les ménages ont accéléré leurs dépenses de 0,8% (-0,1% en mai), encouragés par le dynamisme du marché de l'emploi : l'économie américaine a créé de 1,337 millions d'emplois de janvier à juillet 2005 (1,307 de janvier à juillet 2004) et le taux de chômage s'est maintenu très bas (5% de la population active). On a observé une progression de la rémunération moyenne de l'heure travaillée de 0,4% en juillet et le pouvoir d'achat s'est renforcé de 5% en un an. Les ventes de détail ont augmenté de 1,8% sur le mois de juillet (+10,3% en rythme annuel), dont +6,7% pour les voitures, grâce à des rabais massifs sur les véhicules en stock, et seulement +0,3% pour les autres produits. Si la politique monétaire longtemps accommodante a favorisé la consommation des ménages, elle a tari leur épargne (taux moyen de 0,2% au deuxième trimestre 2005, le plus faible depuis près de 50 ans). En outre, la bulle immobilière qui a gonflé artificiellement les patrimoines (70% des ménages sont propriétaires de leur logement) les a dispensés de constituer une épargne volontaire.

Selon les premières estimations d'Eurostat, la croissance de la **zone euro** a été de 1,2% en glissement annuel au deuxième trimestre 2005, après +1,4% au trimestre précédent, avec dans le détail +0,1% pour l'Italie, +0,6% pour l'Allemagne, +1,3% pour les Pays-Bas et +3,4% pour l'Espagne. Devant ces performances mitigées, la Commission européenne espère un rebond pour la deuxième partie de l'année (de 0,2% à 0,6% au troisième trimestre et de 0,4% à 0,8% au quatrième). La production industrielle a été de +0,3% au mois de juin (-0,4% en mai) et sur l'année.

Révisé à la hausse à +0,4% au premier trimestre 2005 (au lieu de +0,3%) par rapport au précédent, le PIB de la **France** est retombé à seulement +0,1% au deuxième. Sa croissance pour l'année, prévue par le gouvernement à 2,5%, puis à 2%, devrait plutôt se cantonner autour de 1,5% selon les économistes. Son principal soutien, les dépenses de consommation, a enregistré sa plus forte baisse depuis 1996, -0,3% sur le trimestre (+0,8% au premier trimestre), en raison de la perte de pouvoir d'achat réel (+1,4% en 2004 et +1,5% anticipé pour 2005 dans un contexte d'évolution des prix de +2,1% en 2004 et de +1,7% en juillet 2005 en rythme annuel) et de confiance des ménages. En effet, bien que le chômage ait légèrement diminué en juin (10,1% contre 10,2% en mai), les perspectives sur le marché de l'emploi sont plutôt sombres du fait de la faiblesse de l'investissement des entreprises (-1,2% au deuxième trimestre 2005) et du gonflement de leurs stocks.

Poussive au premier trimestre, l'activité économique a de même ralenti en **Polynésie française** au suivant. Seul le secteur primaire qui a profité de conditions climatiques favorables semble avoir été épargné.

L'**indice global des prix**, toujours très modéré, a atteint 101,2 en juin 2005, après 100,6 en mars et 100,4 en juin 2004, soit +0,6% sur le trimestre et +0,8% sur l'année. En revanche, son évolution pourrait être plus importante sur la deuxième moitié de l'année, en raison de la hausse probable des carburants.

La **consommation des ménages** a été dynamique comme en témoignent le gonflement des importations de biens d'équipement ménagers (+7,6%) et de produits alimentaires (+5%) en glissement annuel, ainsi que les immatriculations de véhicules neufs (1 861 au deuxième trimestre 2005 contre 1 647 un an auparavant, soit +13%).

Les prévisions d'**investissement** des entreprises ont restrictives dans l'ensemble. A l'inverse, l'investissement des ménages a conservé une orientation positive : l'encours des crédits à l'habitat aux particuliers, qui en est un indicateur privilégié, a crû de 5,7% en comparaison annuelle (92,8 milliards de F CFP au deuxième trimestre 2005 contre 87,8 un an plus tôt).

Sur les trois premiers mois de l'année, l'**emploi**, stable sur l'année (+0,3%), a reculé de 0,7% par rapport au dernier trimestre 2004 (62 748 salariés déclarés à la CPS au premier trimestre 2005 contre 63 189). Seul l'agroalimentaire échappé à la tendance (+0,8%).

Pour ce qui est des **indicateurs de vulnérabilité**, le bilan est mitigé. Les incidents de paiement ont globalement reculé de 10,8% en glissement annuel (1 981 au deuxième trimestre 2005 contre 2 222 un an auparavant) alors que les interdictions bancaires se sont accrues de 2,4% (3 949 en juin 2005 contre 3 857 en juin 2004).

L'**agriculture**, portée par des conditions climatiques clémentes, a eu une conjoncture favorable. Les exportations de vanille se sont inscrites en hausse de 29,4% en glissement annuel (2,2 tonnes au deuxième trimestre 2005 contre 1,7 un an plus tôt).

Il en a été de même pour la **pêche** grâce au retour partiel de la ressource halieutique aux abords du territoire. Ainsi, les exportations de poissons ont crû de 125,6% sur le trimestre (172,6 tonnes contre 76,5 au premier trimestre 2005).

La reprise du **BTP**, ressentie au cours du premier trimestre 2005, s'est éteinte au deuxième. La commande publique, un de ses moteurs, s'est avérée trop faible : les appels d'offre sur les six premiers mois de l'année ne représentaient qu'un quart de ceux de 2004. La stimulation pourrait provenir du secteur privé grâce au dispositif gouvernemental de prêts à l'habitat bonifié (PHB) qui devrait entrer en vigueur au début du troisième trimestre.

Dans l'**industrie**, l'activité s'est maintenue, mais pourrait se dégrader au troisième trimestre. Seul l'agroalimentaire a fait exception.

Les mauvaises performances du **tourisme** se sont accentuées. Sur les six premiers mois de l'année, la fréquentation touristique s'est inscrite en repli de 3,5% (94 843 touristes contre 98 248 sur la même période en 2004). Le taux moyen de remplissage des établissements hôteliers s'est affaibli, mais les chefs d'entreprises espèrent un effet de rattrapage avec la haute saison.

Le chiffre d'affaires du **commerce** de gros a stagné, tandis que celui du commerce de détail s'est contracté et les perspectives pour le trimestre à venir ne sont pas plus optimistes.

Enfin, les **services marchands** ont également souffert d'un manque de commandes.

Avertissement méthodologique

L'analyse de la conjoncture opérée dans ce bulletin est fondée sur l'interprétation des résultats d'une enquête d'opinion réalisée en **juillet 2005** auprès d'un échantillon représentatif de près d'une centaine d'entreprises polynésiennes et de l'évolution d'indicateurs macro-économiques se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages.

Interprétation des soldes d'opinion

Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges** d'exploitation, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprises considérant que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations du **2^{ème} trimestre 2005**) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions du **3^{ème} trimestre 2005**) et le pourcentage de chefs d'entreprises considérant que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique mais la question posée se réfère à l'amélioration, la stabilité ou la dégradation.

Les résultats de l'enquête de conjoncture sont représentés sous la forme de graphiques ou de tableaux fléchés retraçant l'évolution des soldes d'opinion des entreprises de l'échantillon.

Depuis le Bulletin trimestriel n° 97, un solde d'opinion positif correspond à une amélioration pour l'entreprise, un solde négatif à une détérioration, quels que soient les indicateurs concernés (ainsi, par exemple, un solde positif indiquera une progression de l'activité, mais le même solde positif appliqué aux charges exprimera une baisse des charges, élément positif pour l'entreprise).

Plus précisément :

- Les courbes ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité. Ainsi, elles évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'elle se rapproche de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe se rapproche de l'axe des abscisses.
- En ce qui concerne les tableaux, une flèche pointant vers le haut correspond à une évolution favorable, quel que soit le sens de variation de l'indicateur concerné. A l'inverse, une flèche pointant vers le bas traduit une évolution défavorable. Ainsi, une flèche descendante pour les charges d'exploitation correspond à une évolution défavorable, donc à un alourdissement (une augmentation) des charges. On notera enfin que l'on parle de stabilité (illustrée par une flèche horizontale) lorsque le solde d'opinions est compris entre -5 % et +5 %.

EXEMPLES					
Activité	Charges d'exploit.	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
 Hausse	 Allègement	 Amélioration	 Hausse	 Hausse	 Plus courts
 Baisse	 Alourdissement	 Détérioration	 Baisse	 Baisse	 Plus longs

Compréhension des graphiques d'indicateurs économiques

Les séries statistiques sont présentées sous la forme de données brutes ou corrigées des variations saisonnières (CVS) ou de moyennes mobiles d'ordre 3, afin d'obtenir un lissage des évolutions trop heurtées. Dans ce dernier cas, la courbe des données non lissées est superposée à la courbe lissée, qui reflète la tendance.

L'utilisation des moyennes mobiles d'ordre 3 consiste à retenir pour un point (mois ou trimestre), la moyenne des valeurs de ce point, du point précédent et du point suivant. Ainsi, par exemple, mai sera la valeur moyenne d'avril, mai et juin, juin celle de mai, juin et juillet, etc...

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.2 Les ménages

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

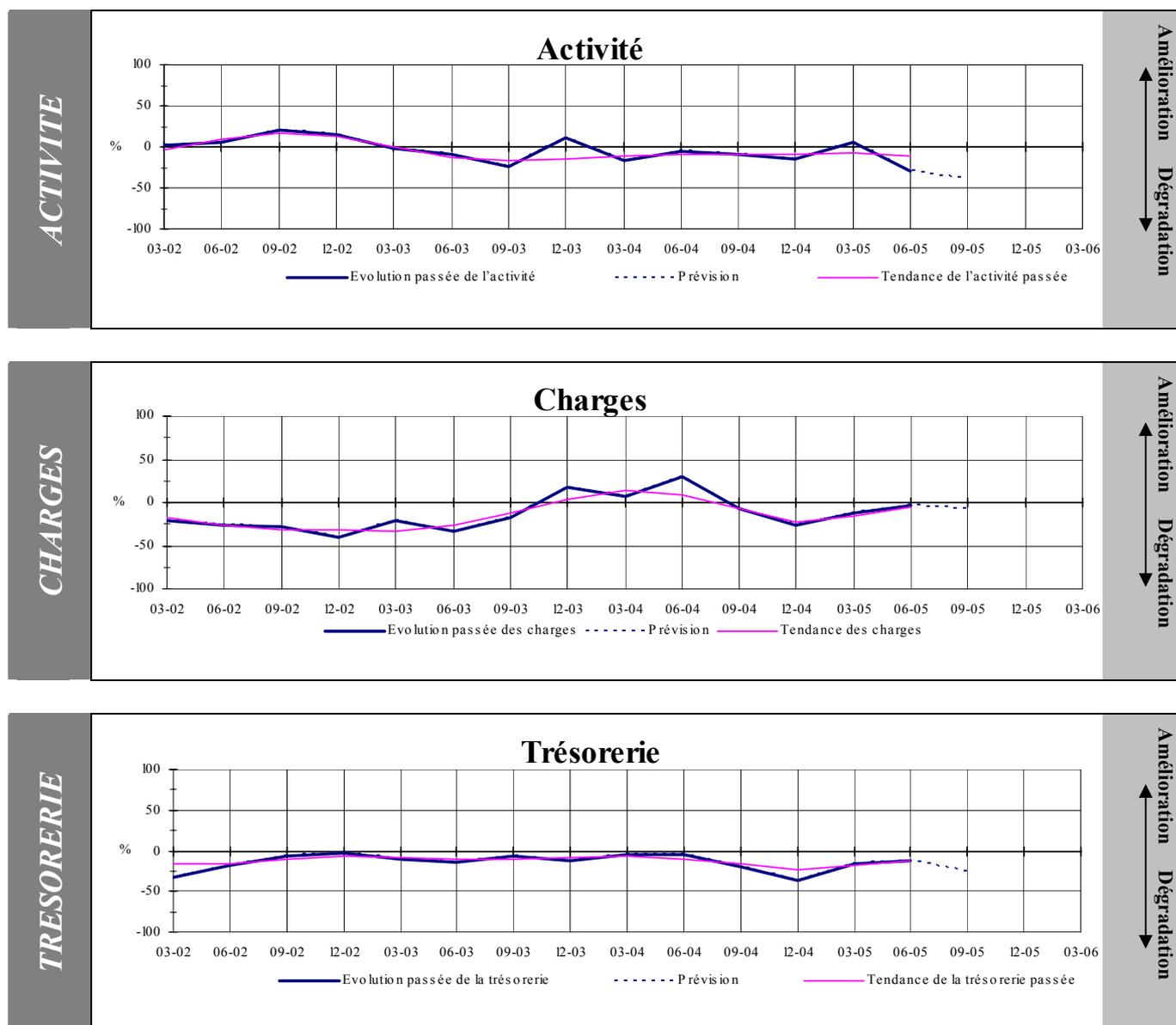
1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 juin 2005 réalisée auprès d'un échantillon de 252 entreprises dont 151 ayant répondu

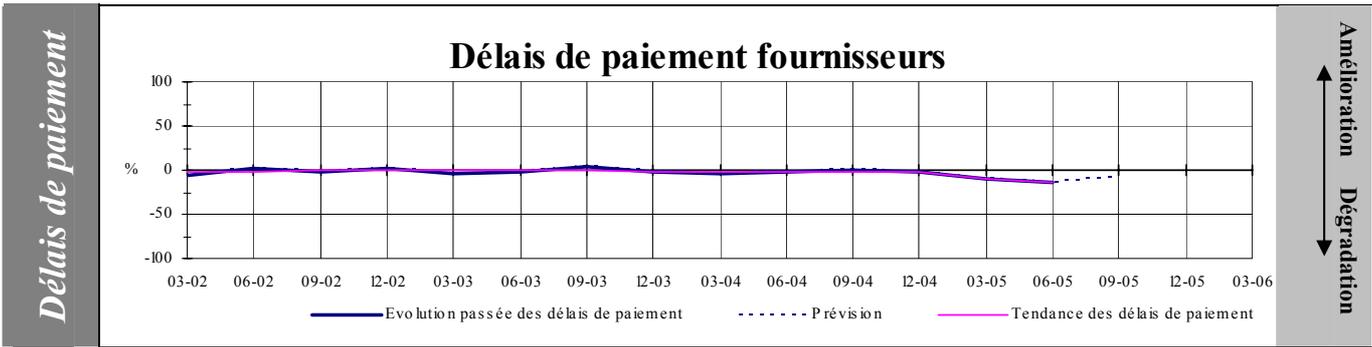
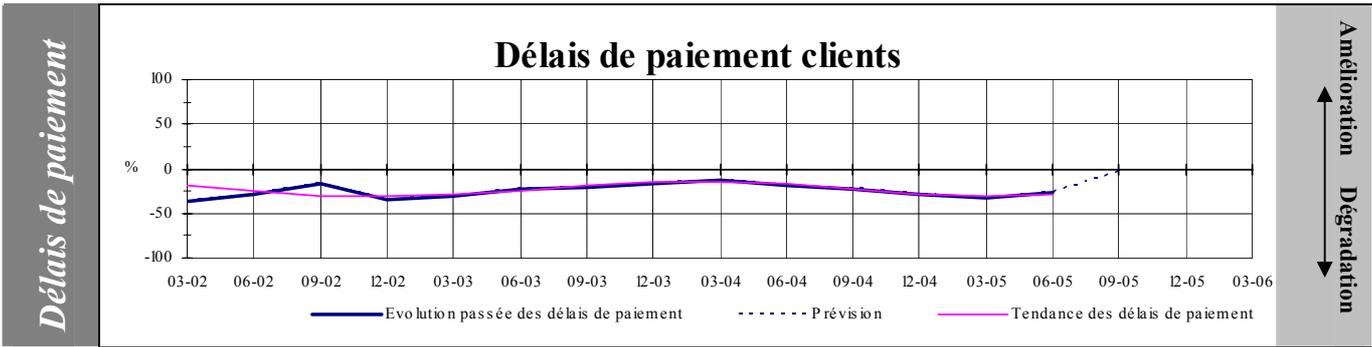
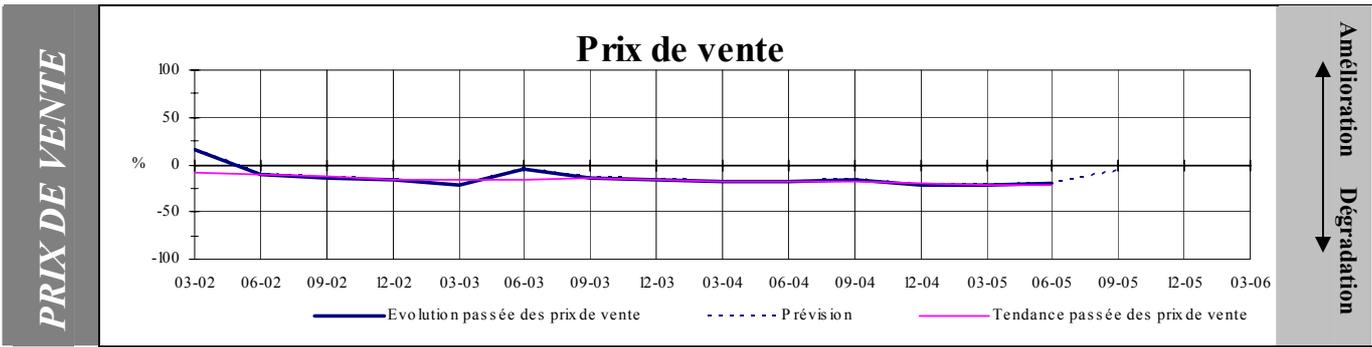
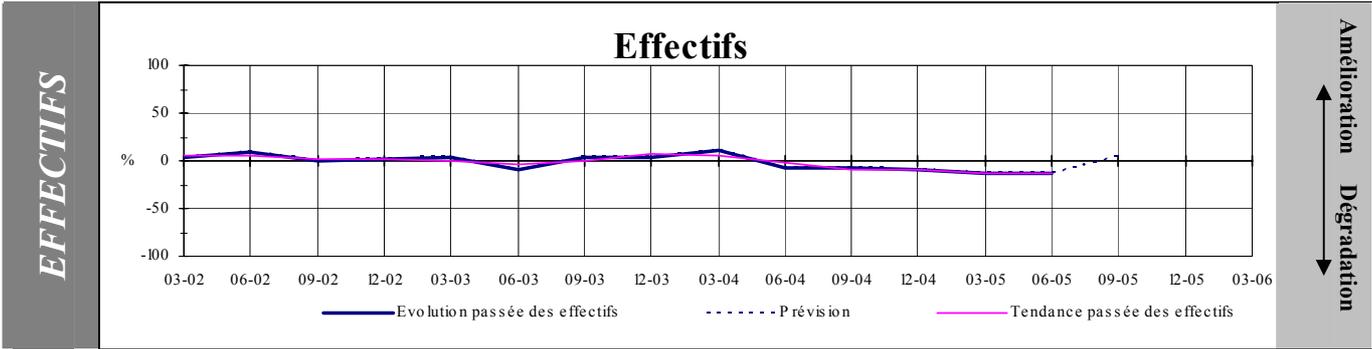
Soldes d'opinions¹ CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 21,8 %²



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

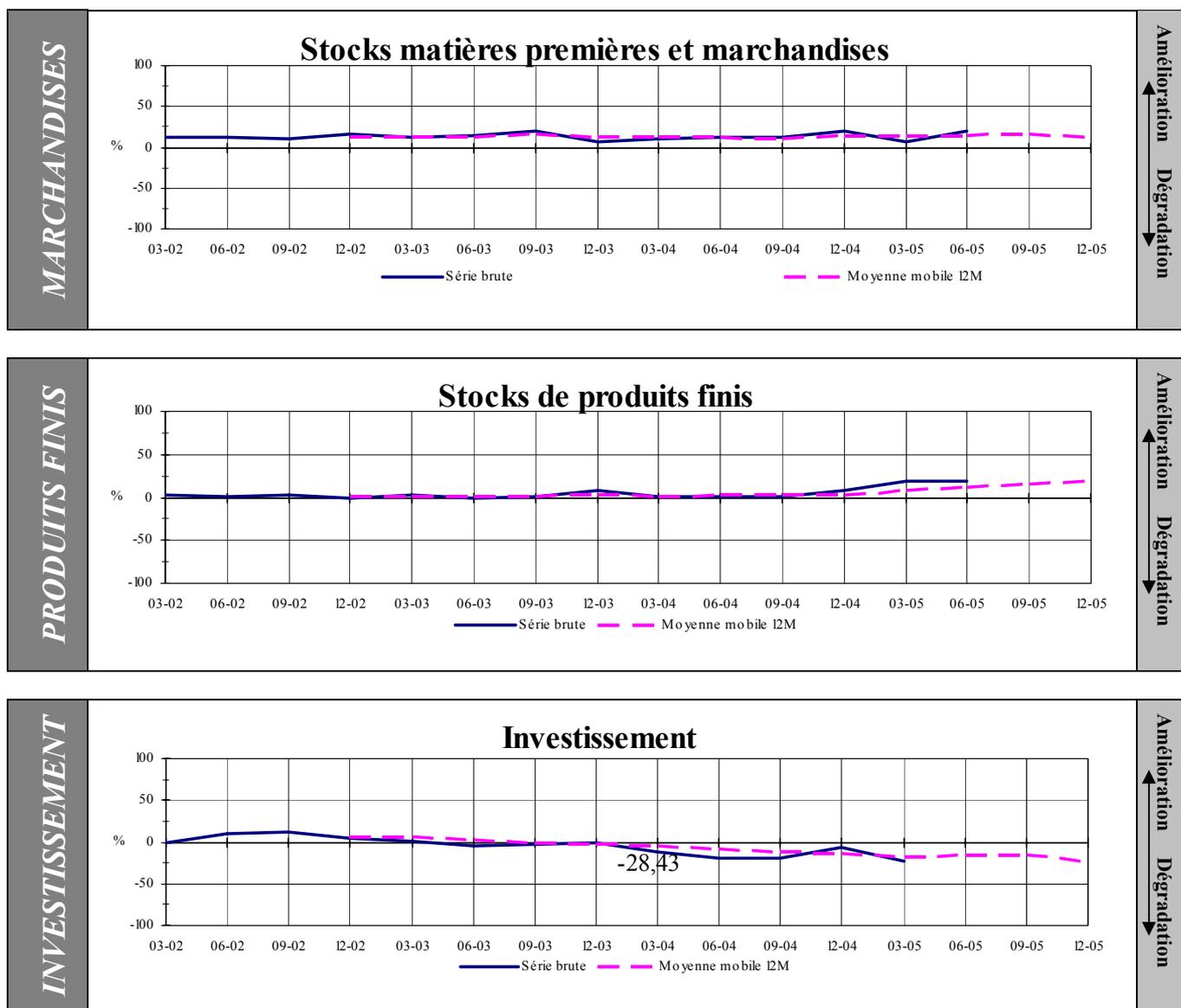
¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

² Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 décembre 2004.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

1.1 Les entreprises



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

Commentaires :

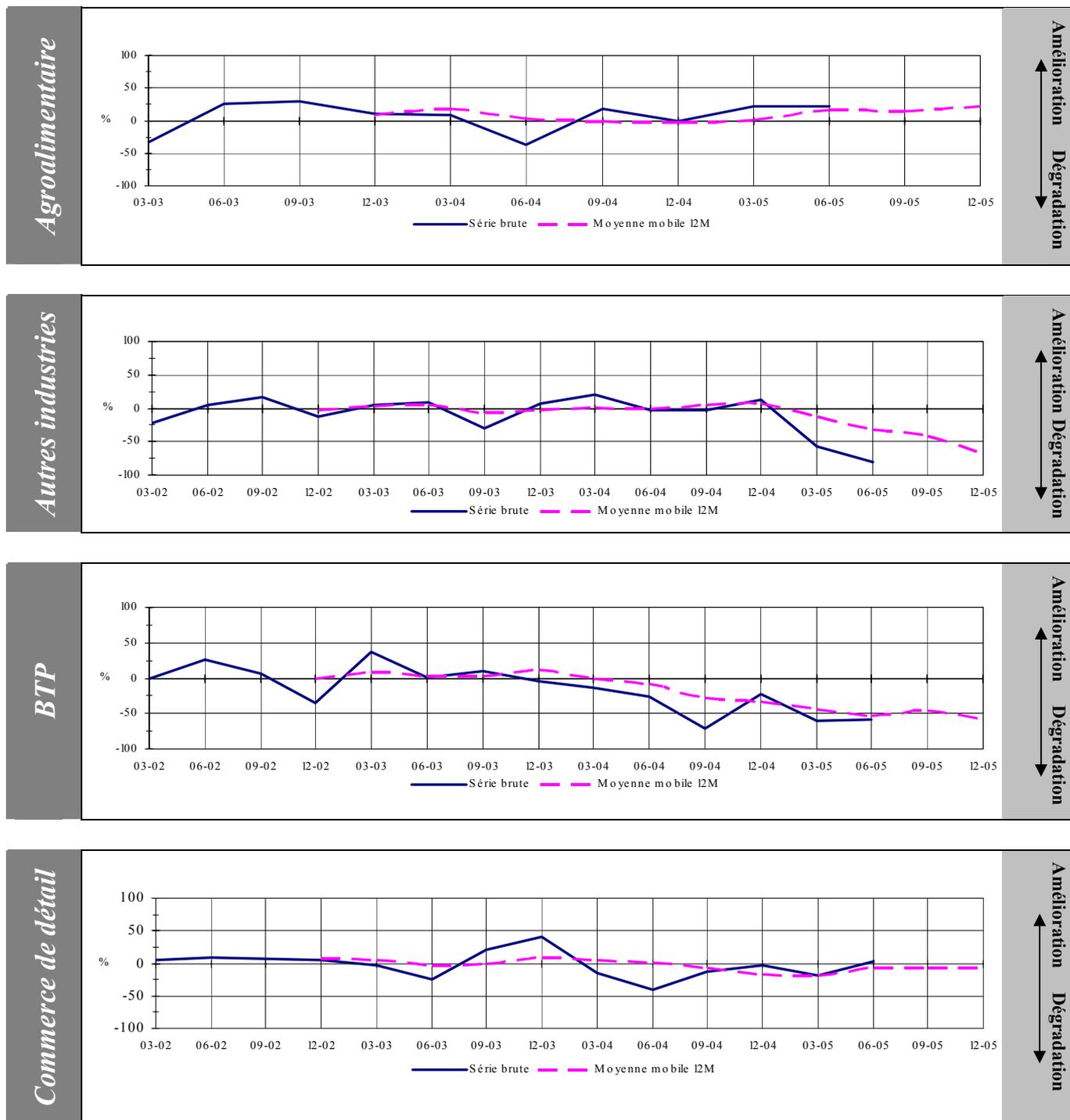
Le climat des affaires s'est dégradé au deuxième trimestre 2005, sauf dans le secteur primaire qui a joui de conditions météorologiques favorables. Les entreprises ont eu tendance à restreindre leurs effectifs, ce qui a eu pour effet d'alléger leurs charges d'exploitation. Leur trésorerie est restée en deçà de l'équilibre, grevée par la conjonction de prix bas et de retards dans les règlements de la clientèle. Les stocks de marchandises, de produits finis et de matières premières ont été considérés comme trop importants.

Les responsables économiques sondés lors de l'enquête, n'ont pas émis de prévisions plus optimistes pour le troisième trimestre. Ils n'envisagent pourtant pas de procéder à de nouveaux licenciements et s'attendent à ce que leurs charges d'exploitation conservent un niveau supportable. En revanche, leur situation de trésorerie pourrait continuer à se détériorer à cause de la faiblesse persistante des prix de vente et malgré le raccourcissement des délais de paiement des clients.

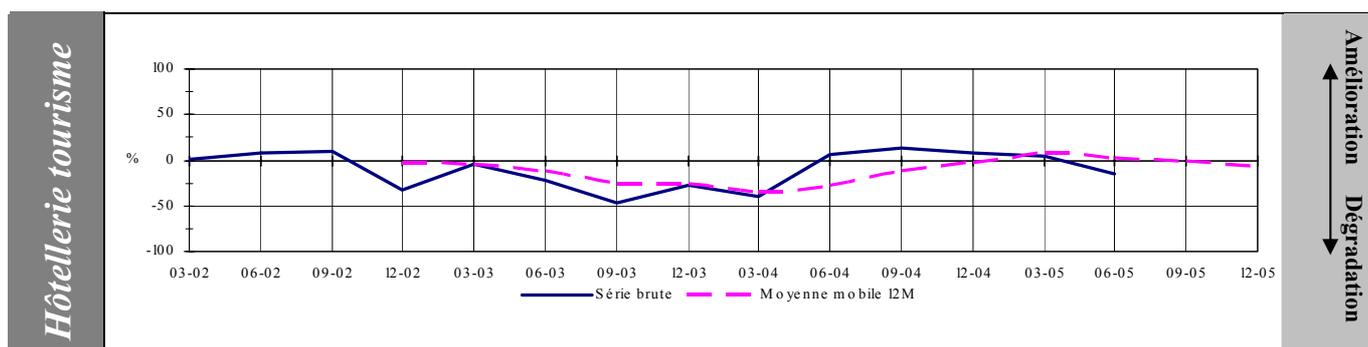
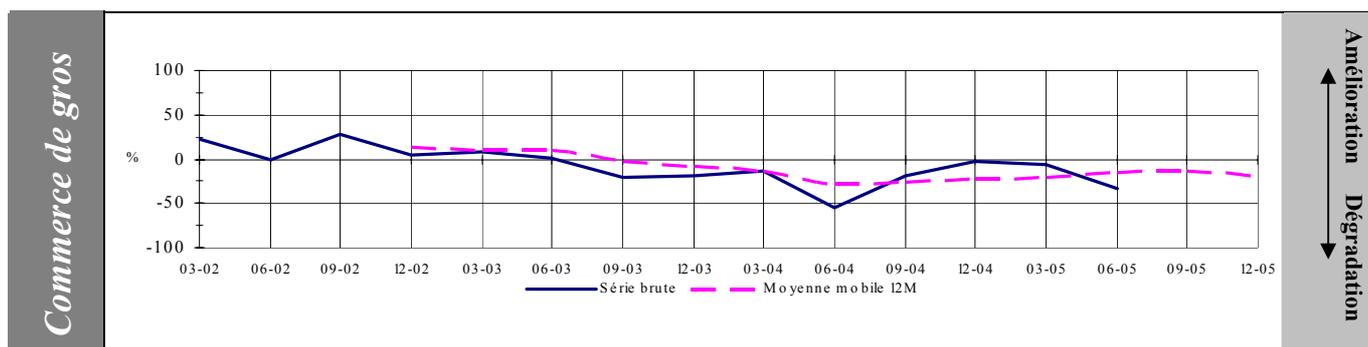
1.1 Les entreprises

1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 juin 2005 Soldes d'opinions¹ CVS



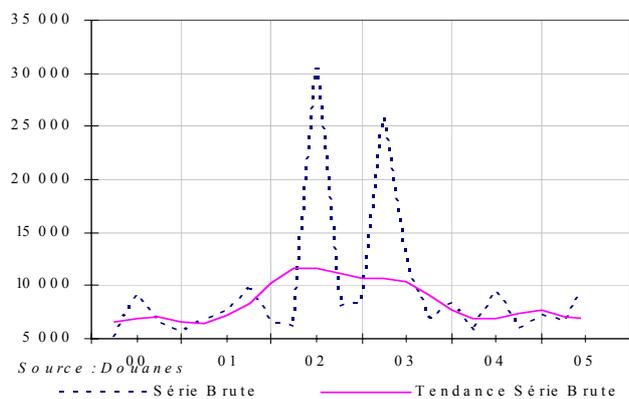
¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



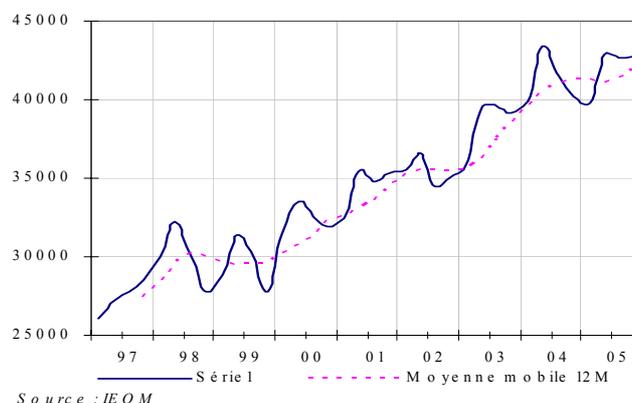
Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

Les biens d'équipement professionnels Le financement des investissements

Importations de biens d'équipement professionnels
(en millions de F CFP)



Encours bancaire des crédits d'équipement
(données brutes en millions de F CFP)



Commentaires :

Au deuxième trimestre 2005 comme au premier, la plupart des politiques d'investissement ont été restrictives, particulièrement dans le secteur secondaire, industrie et BTP, avec cependant une exception pour l'agroalimentaire. Cette orientation devrait perdurer dans la majorité des branches de l'économie polynésienne, hormis l'agroalimentaire pour la suite de l'année.

Les importations de biens d'équipement ont augmenté de 55,7% sur le trimestre (10,2 milliards de F CFP contre 6,5), principalement en raison de la livraison du dernier Airbus A340 de Air Tahiti Nui et du renouvellement de la flotte de Air Tahiti.

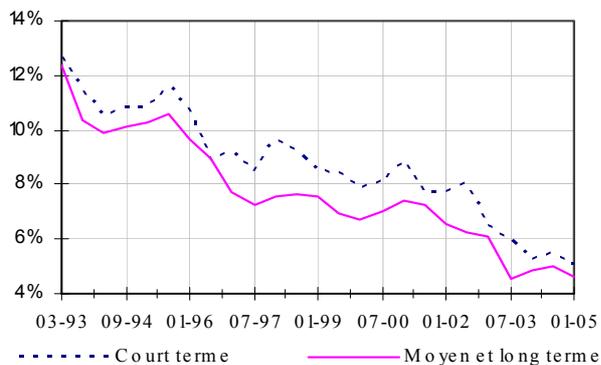
L'encours des crédits d'équipement, qui a stagné sur le trimestre (42,8 milliards de F CFP au 30 juin 2005), a tout de même crû de 6,3% en glissement annuel (40,2 milliards de F CFP au 30 juin 2004).

1.1 Les entreprises

1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

Les conditions de financement

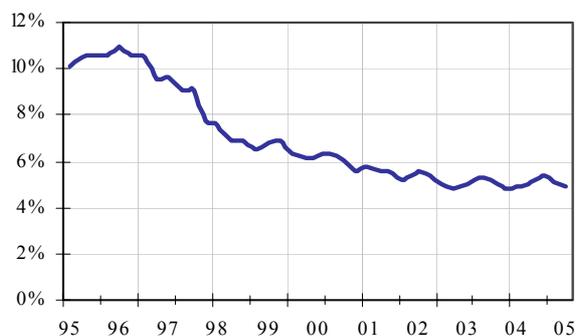
Coût du crédit aux entreprises



Source : IEOM

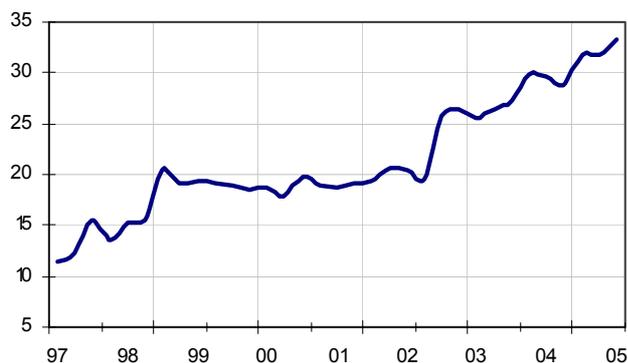
Les indicateurs de vulnérabilité

Ratio créances douteuses brutes/total des crédits



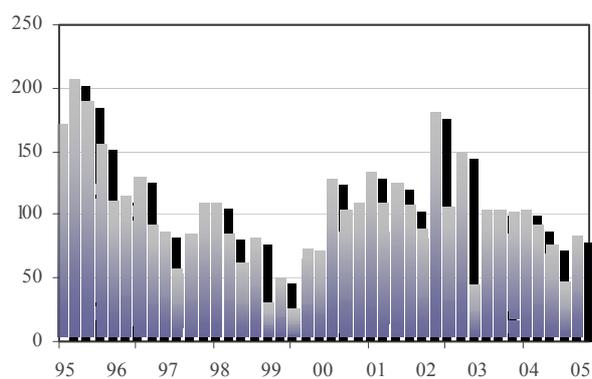
Source : IEOM

*Encours bancaires des crédits d'exploitation
(en milliards de F CFP)*



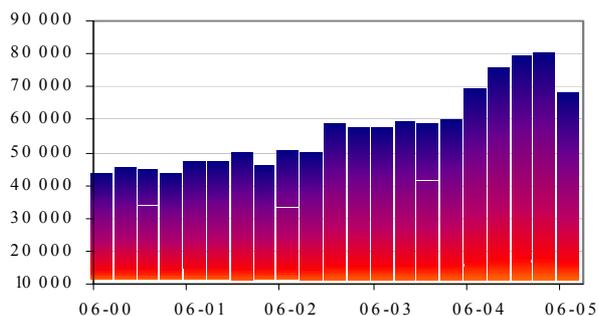
Source : IEOM

*Impayés sur effets
(en cumul trimestriel)*



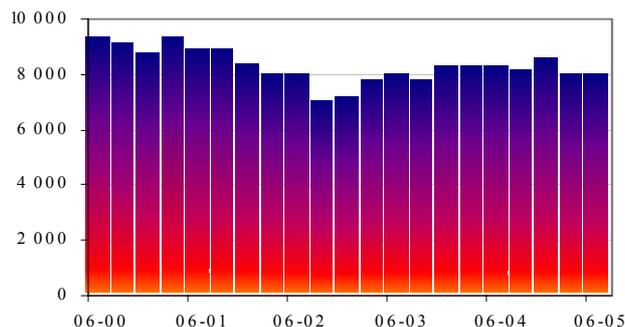
Source : IEOM

*Crédits moyen terme
tous secteurs
(en millions de F CFP)*



Source : IEOM -Service central des risques

*Créances douteuses tous secteurs
(en millions de F CFP)*



Source : IEOM -Service central des risques

Commentaires :

Sur le trimestre, l'encours global des crédits à moyen terme s'est contracté de 15,1%, à cause de l'évolution de ceux de ses principales composantes : transports et communications (-37,3%), commerce (-13,4%), BTP (-6,4%), hôtellerie (-5,1%) et services aux entreprises (-4,2%). Ceux de l'industrie (-0,6%) et du secteur primaire (+0,6%) ont stagné. Sur l'année, il a reculé de 1,4% en raison de la régression des encours du commerce (-23,2%) et des services aux entreprises (-8,9%). Les autres secteurs, en revanche, se sont inscrits en hausse : secteur primaire (+34,8%), BTP (+22%), transports et communications (+17,5%), hôtellerie (+9,5%) et industrie (+3,3%).

Les incidents de paiement sur effets ont fortement progressé depuis le premier trimestre (82 au deuxième trimestre contre 46), mais se sont inscrits en repli sur l'année (103 au deuxième trimestre 2004). Les interdictions bancaires concernant les personnes morales ont augmenté sur le trimestre (353 en juin 2005 contre 337 en mars) et sur l'année (329 en juin 2004).

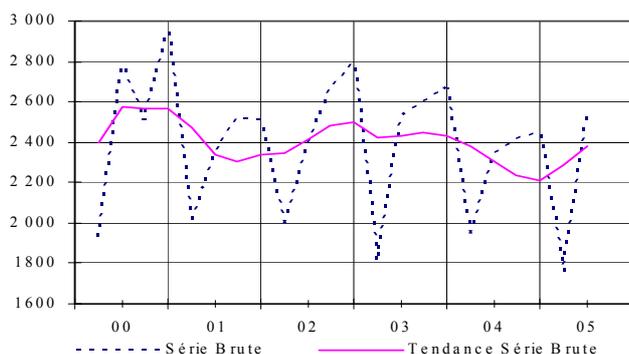
Par rapport au premier trimestre 2005, l'encours des créances douteuses est resté presque inchangé (+0,1%) au suivant, la décroissance de ceux du BTP (-11,5%), du commerce (-9,4%), de l'hôtellerie (-7,2%), du secteur primaire (-6,2%) et des services aux entreprises (-4,3%), ayant été plus que compensée par l'expansion de celui des transports et communications (+72,6%). En rythme annuel, il a diminué de 3,3%, grâce à l'industrie (-15,1%), l'hôtellerie (-12,6%) et les transports et communications (-6%).

1.2 Les ménages

1.2 Les ménages

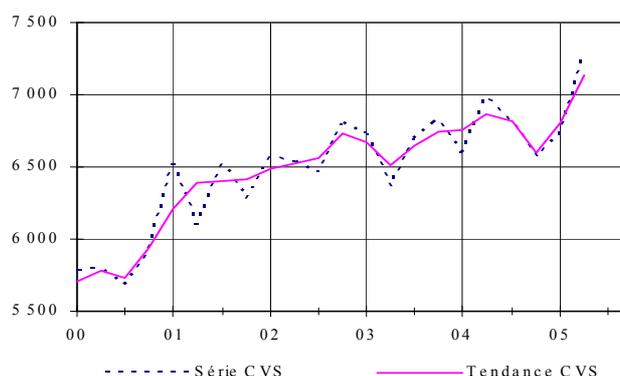
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménagers
(en millions de F CFP)



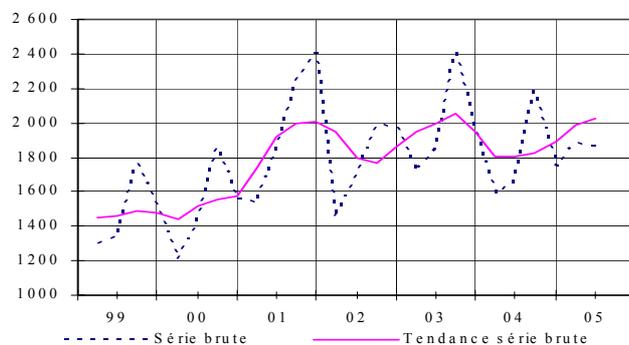
Source : Douanes

Importations de produits alimentaires
(en millions de F CFP)



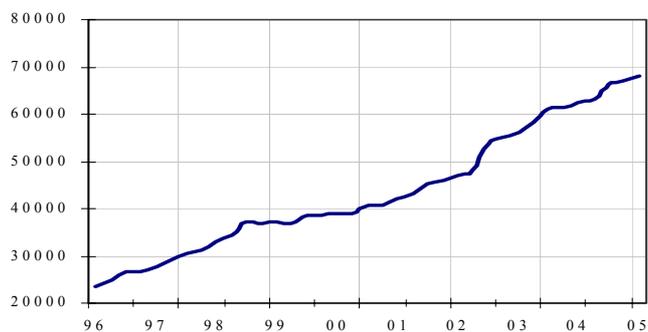
Source : Douanes

Immatriculations de véhicules neufs



Source : Service territorial des transports terrestres

Encours bancaire de crédits à la consommation
(en millions de F CFP)



Source : IEOM

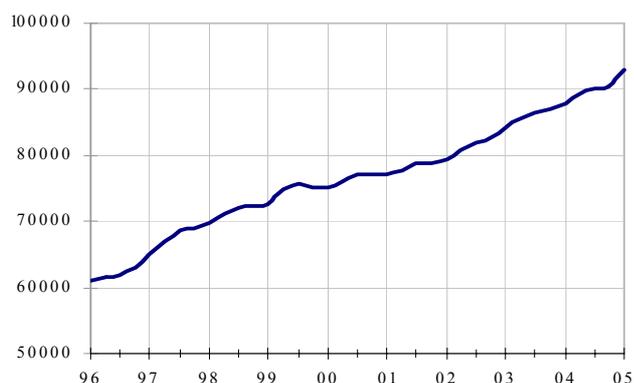
Commentaires :

La consommation des ménages a montré des signes de vigueur au deuxième trimestre 2005 : par rapport au trimestre précédent, les importations de biens d'équipement ménagers et de produits alimentaires se sont respectivement accrues de 43,2% (2,5 milliards de F CFP contre 1,8) et de 20,6% (7,3 milliards de F CFP contre 6,1). En rythme annuel, les premières ont enregistré +7,6% (2,3 milliards de F CFP au deuxième trimestre 2004) et les secondes +5% (7 milliards de F CFP un an plus tôt). Quant aux immatriculations de véhicules neufs, si elles ont plafonné en rythme trimestriel (1 861 contre 1 881 au premier trimestre 2005), elles ont augmenté de 13% en glissement annuel (1 647 au deuxième trimestre 2004).

L'encours des crédits bancaires à la consommation est resté orienté à la hausse : +2% par rapport au trimestre précédent (68,2 milliards de F CFP contre 66,9) et +9,5% en comparaison annuelle (62,3 milliards de F CFP au 30 juin 2004).

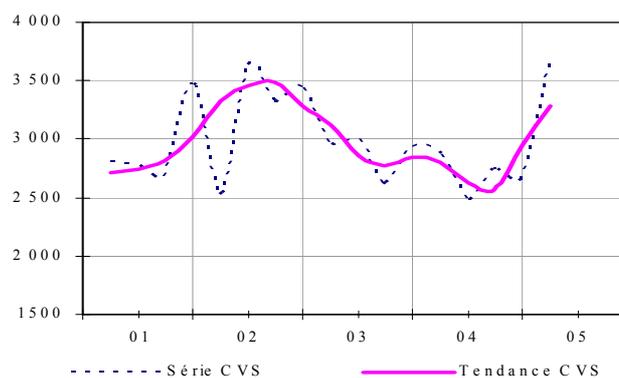
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat
(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Montants des prêts à l'habitat octroyés par les banques (en millions de F CF)



Source : Etablissements de crédit

Commentaires :

L'encours des crédits bancaires à l'habitat a augmenté de 2,8% sur le trimestre (92,8 milliards de F CFP au deuxième trimestre 2005 contre 90,3 au précédent) et de 5,7% en glissement annuel (87,8 milliards de F CFP en juin 2004).

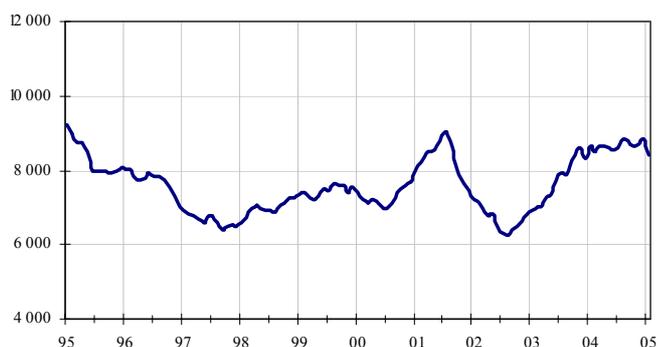
Le nouveau prêt à l'habitat bonifié (PHB), que le gouvernement compte lancer dès le mois de septembre devrait avoir une incidence sur la demande de crédit à l'habitat. La mesure s'adressera aux ménages dont les revenus mensuels n'excèdent pas 750 000 F CFP et qui souhaitent réaliser une première acquisition. Pour ces prêts, des conditions de montant (15 millions de F CFP au maximum), de durée (20 ans au maximum) du prêt, ainsi que d'occupation du logement acquis (5 ans minimum) sont prévues.

1.2 Les ménages

1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

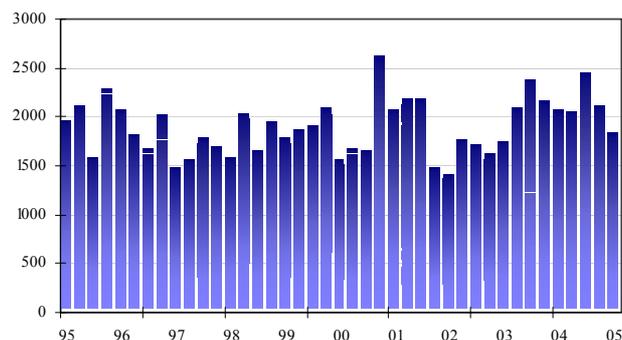
Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement

*Incidents de paiement sur chèques
(en cumul sur les 12 derniers mois)*



Source : IEOM

*Incidents de paiement sur chèques
(en cumul trimestriel)*



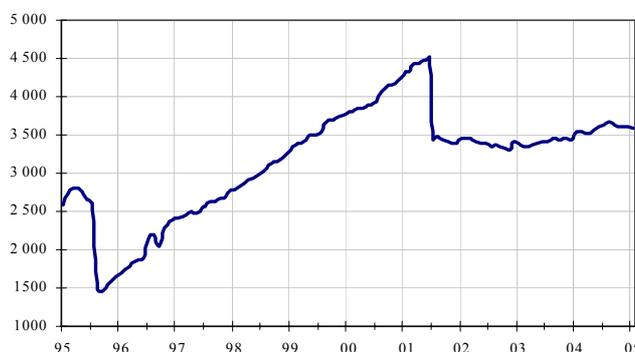
Source : IEOM

*Décisions de retraits de cartes bancaires
(en cumul sur les 12 derniers mois)*



Source : IEOM

Personnes physiques en interdits bancaires



Source : IEOM

Commentaires :

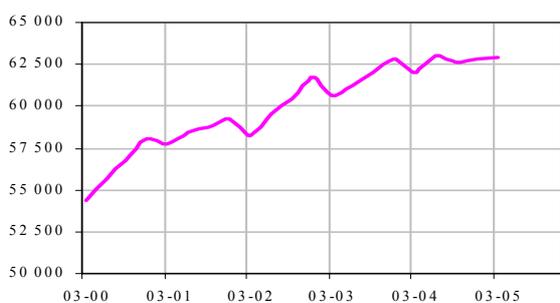
Les incidents de paiement sur chèques ont enchaîné un deuxième trimestre consécutif de baisse, -12,8% par rapport au premier trimestre 2005 (1 832 au deuxième trimestre contre 2 101 précédemment) et ont diminué de 11,4% en glissement annuel (2 068 au deuxième trimestre 2004). A l'inverse, les décisions de retrait de cartes bancaires se sont multipliées : 67 contre 51 au premier trimestre 2005, ainsi qu'au deuxième trimestre 2004.

Les interdictions bancaires concernant les personnes physiques se sont stabilisées sur le trimestre (3 596 en juin 2005 contre 3 609 en mars), mais ont crû de 1,9% en rythme annuel (3 528 en juin 2004).

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

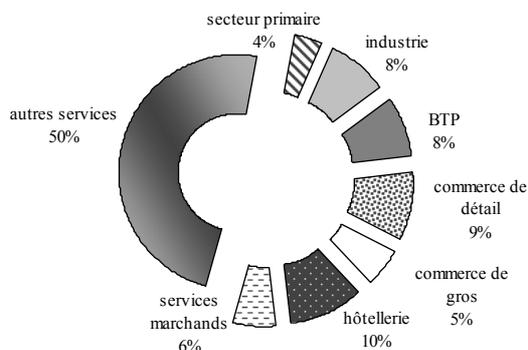
L'emploi

Salariés déclarés à la CPS



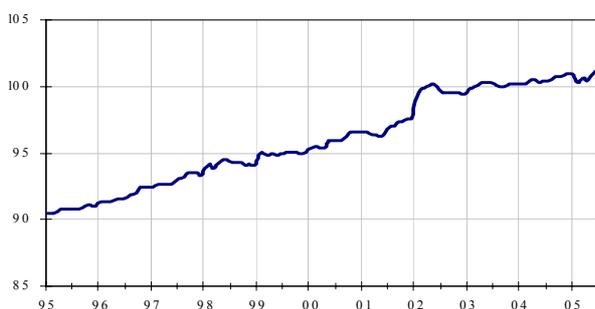
Source : Caisse de prévoyance sociale - IS PF

Répartition par secteur au 31 mars 2005



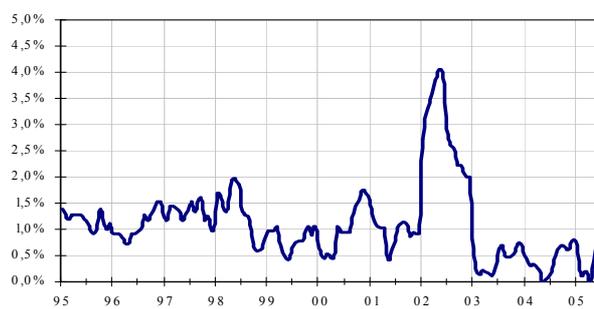
Les prix

*Indice des prix à la consommation
(base 100 = août 2003)*



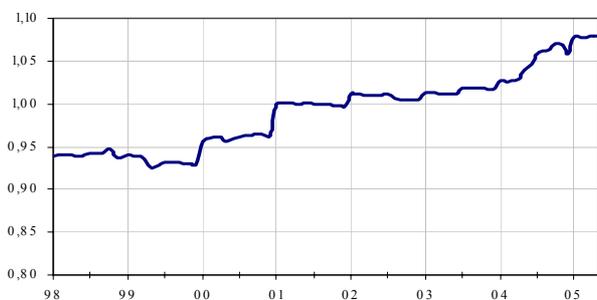
Source : IS PF

*Variation en glissement annuel des prix à la consommation
(base 100 = août 2003)*



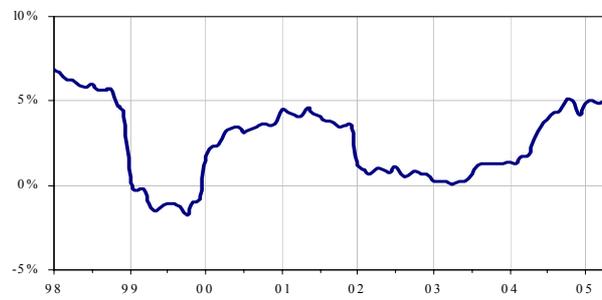
Source : IS PF

*Index général du BTP
(Tous corps d'état BTP01 base 1^{er} août 2001)*



Source : IS PF

*Variation en glissement annuel de l'index général du BTP
(Tous corps d'état BTP01 base 1^{er} août 2001)*

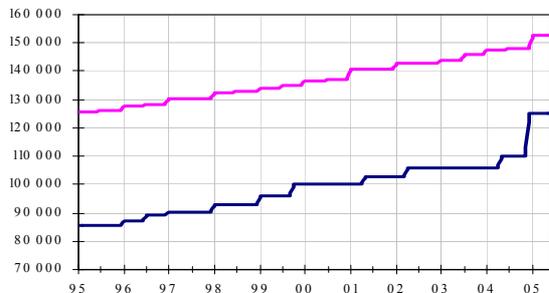


Source : IS PF

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

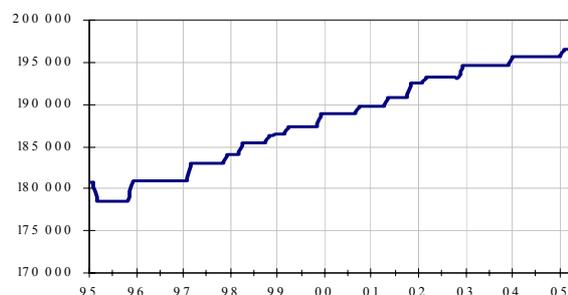
Les salaires

Smig et salaires du BTP
(en F CFP)



Source : Inspection du travail — Smig — Salaire BTP (OP I)

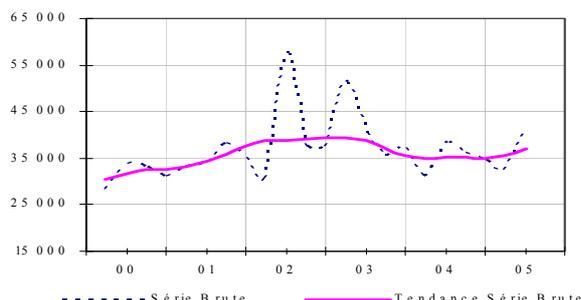
Salaires conventionnels du secteur public agent de bureau
(en F CFP)



Source : Inspection du travail

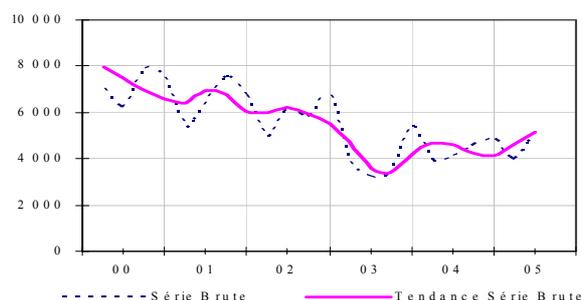
Le commerce extérieur

Importations
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

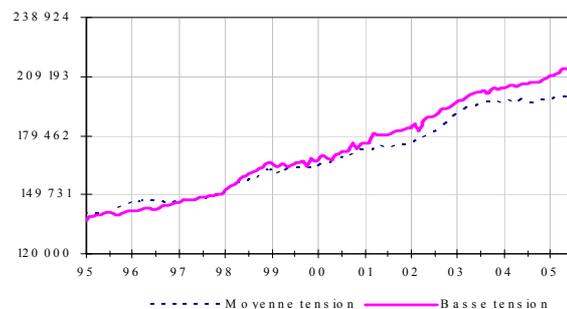
Exportations
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

L'énergie

Electricité facturée à EDT-Nord
(en cumul sur les 12 derniers mois et en milliers de KWh)



Source : Electricité Tahiti

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

Commentaires :

Alors que les importations se sont accrues au deuxième trimestre de 12,8% en comparaison annuelle (41,5 milliards de F CFP contre 36,8 un an plus tôt), les exportations ont plafonné à 5 milliards de F CFP ; de ce fait, le taux de couverture s'est dégradé, passant à 12,1% contre 13,7% au deuxième trimestre 2004.

Dans le même temps, la consommation d'énergie électrique a stagné (103 180 MWh contre 102 905 au deuxième trimestre 2004, soit +0,3%) : si la basse tension a progressé de 2,8%, la moyenne tension a reculé de 2,5%. La production, quant à elle, a crû de 4,6% (123 478 MWh contre 118 059).

Avec +0,8% sur un an et +0,6% sur le trimestre, l'indice global des prix a connu une évolution modérée.

La progression des bas salaires, induite par la revalorisation du SMIG en décembre dernier, a été soutenue dans certains secteurs, notamment le commerce (+13,2%).

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

COMMERCE EXTERIEUR (Source : ISPF)	T2 04	T1 05	T2 05	Cumul 2005	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	36 792	32 505	41 485	73 990	27,6%	12,8%
En volume (en tonnes)	227 301	191 645	236 996	428 641	23,7%	4,3%
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	5 035	3 937	5 019	8 957	27,5%	-0,3%
En volume (en tonnes)	4 320	3 567	5 300	8 867	48,6%	22,7%
Taux de couverture	13,7%	12,1%	12,1%	12,1%	-	-

ENERGIE (Source : EDT)	T2 04	T1 05 (1)	T2 05	Cumul 2005	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Electricité produite (en MWh)	118 059	129 336	123 478	252 814	-4,5%	4,6%
Electricité consommée (en MWh)	102 905	109 442	103 180	212 622	-5,7%	0,3%
Basse tension	53 467	56 716	54 990	111 706	-3,0%	2,8%
Moyenne tension	49 438	52 726	48 190	100 916	-8,6%	-2,5%

(1) Chiffres rectifiés

PRIX (Source : ISPF)	juin-04	mars-05	juin-05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Indice des prix à la consommation (base 100 : août 2003)	100,4	100,6	101,2	0,6%	0,8%

EMPLOI (Source : CPS)	T1 04	T4 04	T1 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de salariés déclarés à la CPS (1)	62 534	63 189	62 748	-0,7%	0,3%

(1) Moyenne sur trois mois

SALAIRES MENSUELS BRUTS	juin-03	juin-04	juin-05	Var. en glissement annuel	
				2005/2004	2004/2003
Traitement de la fonction publique - Agent de bureau 1er éch. INM 215	194 628	195 600	196 579	0,5%	0,5%
Salaire minimum interprofessionnel garanti	105 985	110 000	125 000	13,6%	3,8%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	118 329	121 066	125 000	3,2%	2,3%
Salaires du BTP - OP 1	143 782	147 690	152 577	3,3%	2,7%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	109 668	110 435	125 000	13,2%	0,7%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	117 806	119 816	125 000	4,3%	1,7%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	105 925	108 875	125 000	14,8%	2,8%

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

2.2 Industrie agroalimentaire

2.3 Autres industries

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.5 Commerce

2.6 Hôtellerie – Tourisme

2.7 Services marchands

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

Opinions des dirigeants d'entreprise du " Secteur primaire " ¹ au 30 juin 2005

EVOLUTION					
Par rapport au premier trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↗ en hausse	↘ alourdissement	↗ amélioration	↗ en hausse	→ stables	↘ allongement

PREVISIONS					
Pour le troisième trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↗ en hausse	→ stables	↘ détérioration	↗ en hausse	→ stables	→ stables

CLIMATOLOGIE
au deuxième trimestre 2005
+ favorable

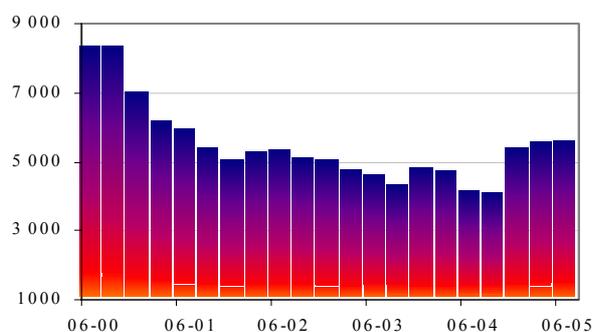
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur primaire dont 13 ayant répondu.

Commentaires :

La conjoncture du secteur primaire semble avoir été plutôt porteuse au deuxième trimestre 2005. Des recrutements ont été effectués pour y faire face, ce qui a contribué à aggraver les charges d'exploitation. Quant à la trésorerie des entreprises, elle s'est améliorée en dépit de la persistance de retards de règlement de la clientèle. Globalement, les chefs d'entreprises interrogés à l'occasion de l'enquête se sont montrés satisfaits des conditions météorologiques.

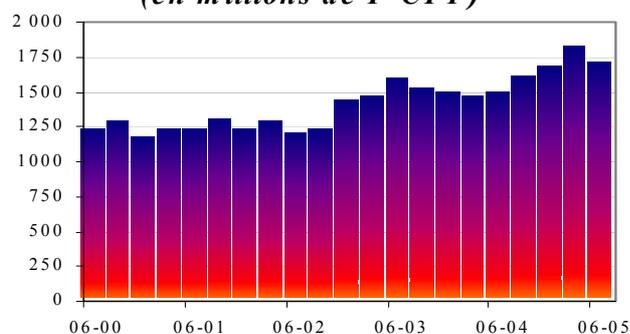
Pour le trimestre suivant, les perspectives encourageantes concernant l'activité devraient permettre d'alimenter le courant d'embauche, sans cependant peser sur les charges d'exploitation. La situation de trésorerie, en revanche, pourrait se dégrader malgré le statu quo des prix de vente et des délais de paiement des clients.

Crédits moyen Terme
Secteur primaire
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

Créances douteuses
Secteur primaire
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

PRODUCTION en tonnes (Source : Caisse de soutien des prix)	T2 04	T1 05	T2 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Coprah	1 764,6	1 862,2	2 324,9	24,8%	31,8%

EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T2 04	T1 05	T2 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Vanille	1,7	0,9	2,2	144,4%	29,4%
Perles	2,4	1,8	2,3	30,4%	-3,4%
Poissons et crustacés	223,8	76,5	172,6	125,6%	-22,9%

2.1 Secteur primaire

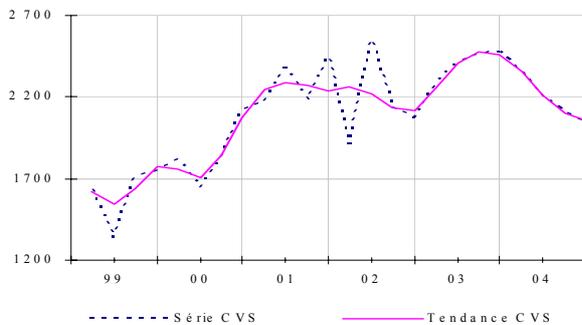
Agriculture

Commentaires :

Au deuxième trimestre 2005, la production de coprah s'est inscrite en hausse de 31,8% en glissement annuel, passant à 2 325 tonnes contre 1 765 un an auparavant. Quant aux exportations de vanille, elles ont crû de 29,4% dans le même temps (2,2 tonnes au deuxième trimestre 2005 contre 1,7 un an plus tôt).

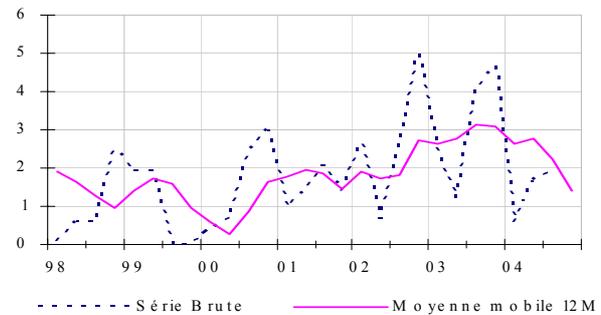
A l'inverse, les ventes à l'étranger de fleurs coupées se sont tassées, seulement 0,5 tonnes en cumul sur la première moitié de l'année (0,6 sur la même période en 2004).

Coprah entré en silos
(en tonnes)



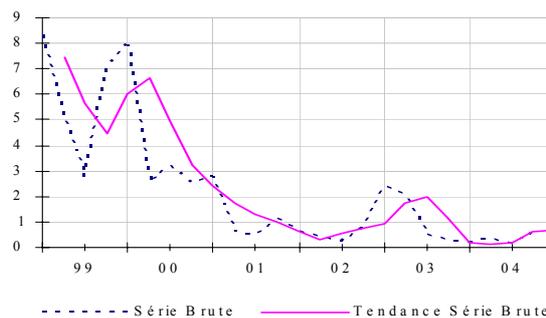
Source : ISPF

Exportations de vanille
(en tonnes)



Source : ISPF

Exportations de fleurs coupées
(en tonnes)



Source : ISPF

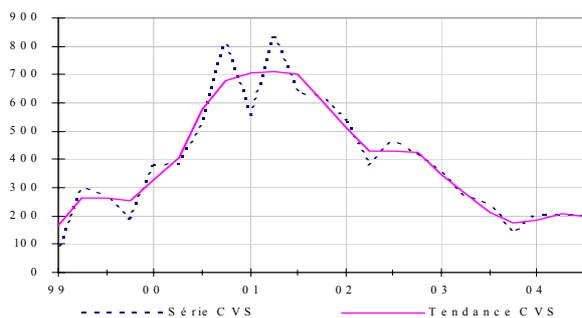
Pêche et perliculture

Commentaires :

En repli de 22,9% sur l'année, les exportations de poissons ont tout de même progressé de 125,6% sur le trimestre (172,6 tonnes au deuxième trimestre 2005 contre 76,5 au précédent et 223,8 un an plus tôt).

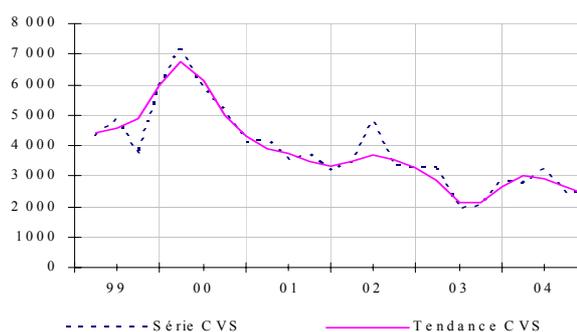
Quant à celles de perles brutes, elles ont diminué de 3,4% en volume (2,3 tonnes contre 2,4) sur la même période, mais pas en valeur : le prix moyen au gramme a atteint 1 390 F CFP contre 1 207 au deuxième trimestre 2004, soit +15,1%.

Exportations de poissons et crustacés
(en tonnes)



Source : ISPF

Exportations de perles brutes
(en millions de F CFP)



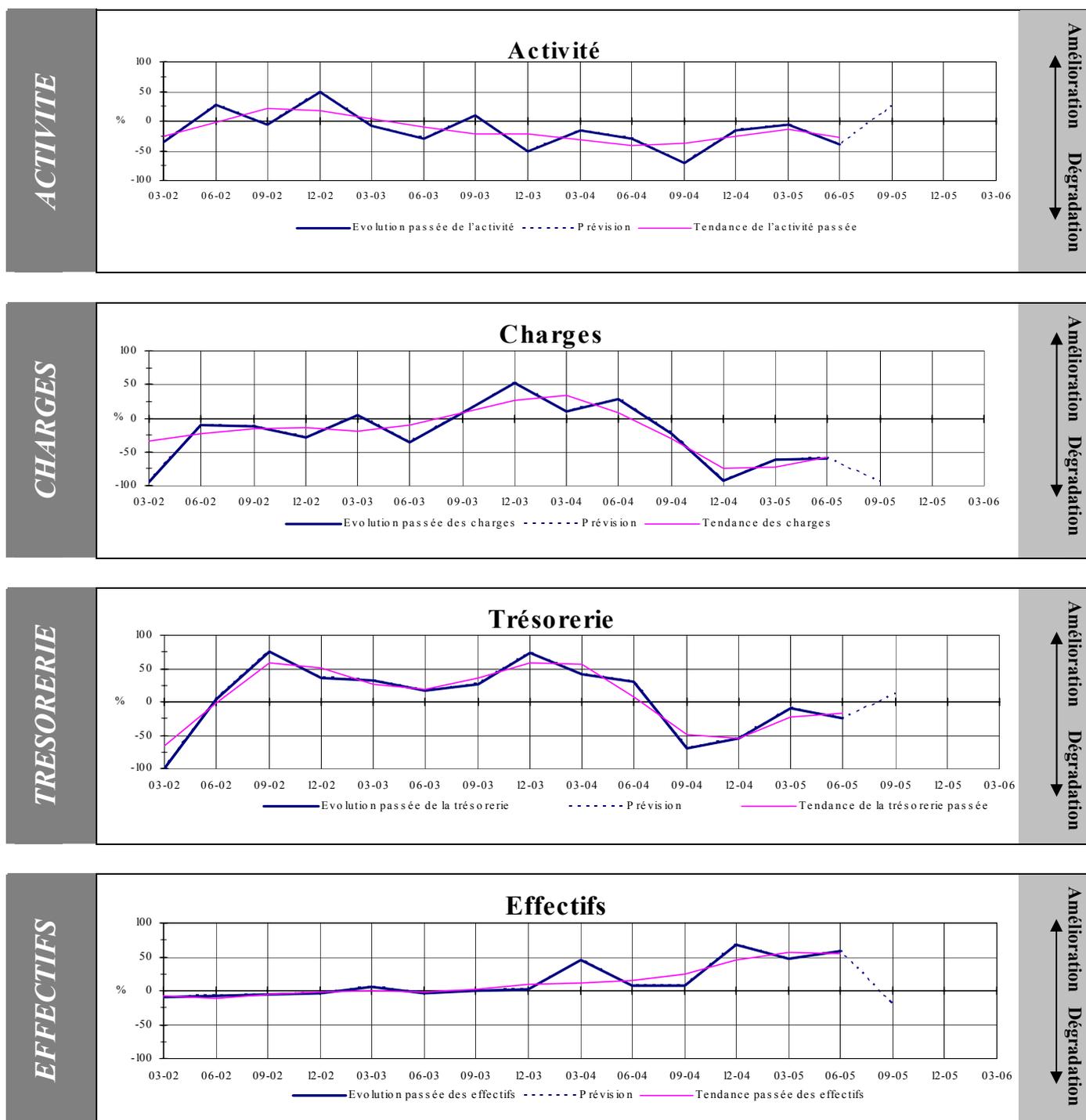
Source : ISPF

2.2 Industrie agroalimentaire

2.2 Industrie agroalimentaire

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Agroalimentaire "¹
 Au 30 juin 2005

Soldes d'opinions² CVS

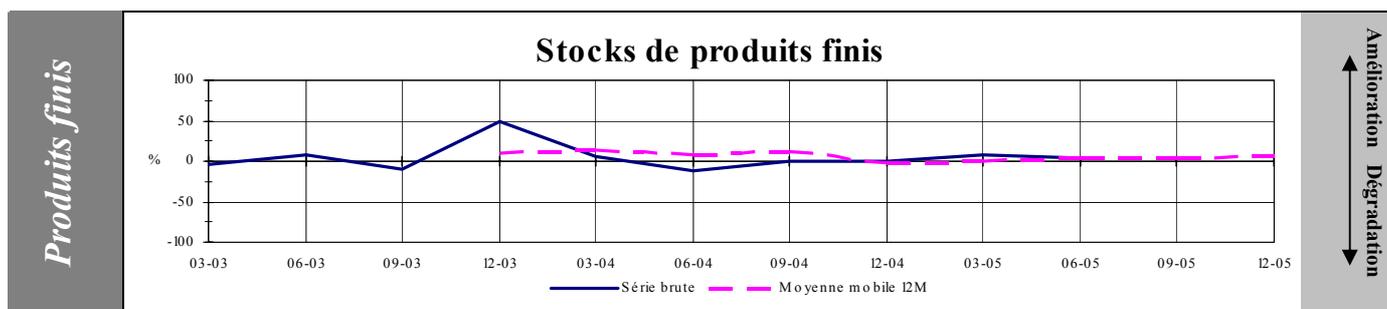
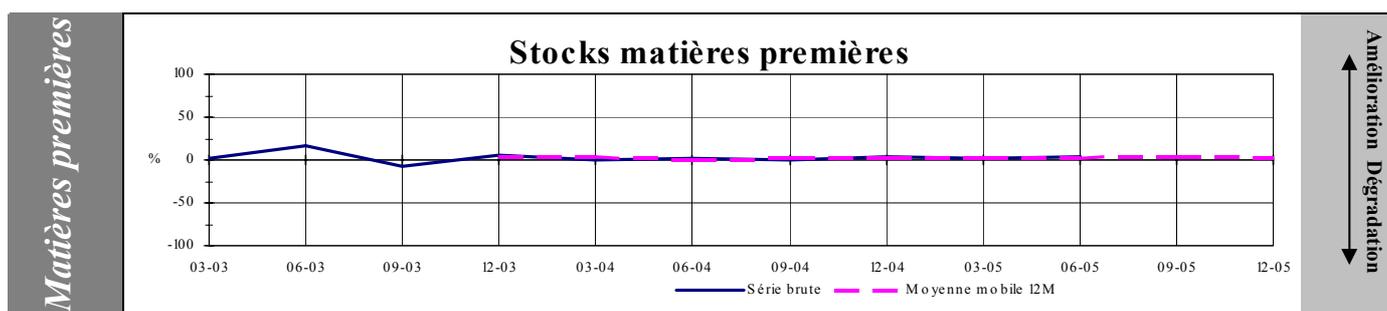
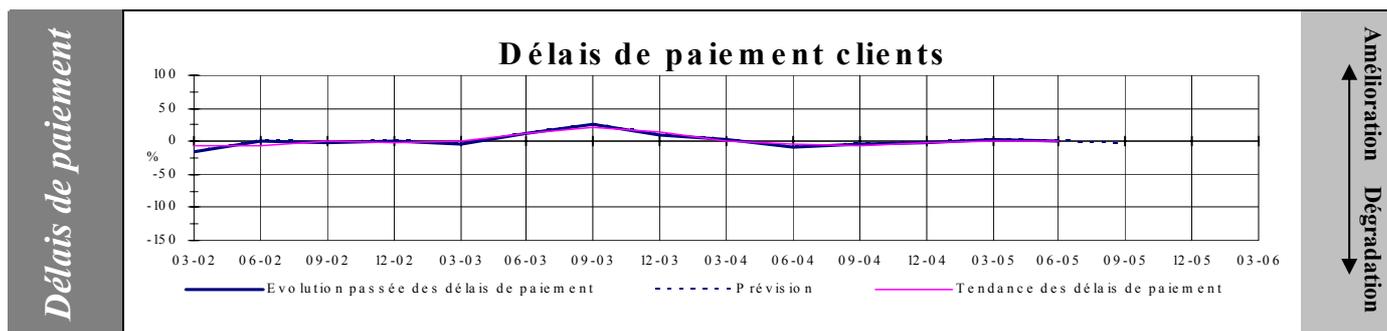
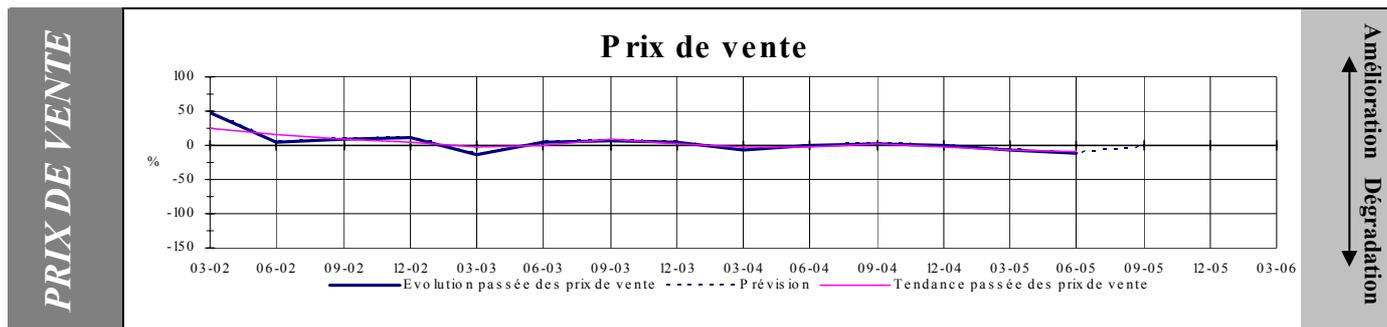


Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 12 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

2.2 Industrie agroalimentaire



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

2.2 Industrie agroalimentaire

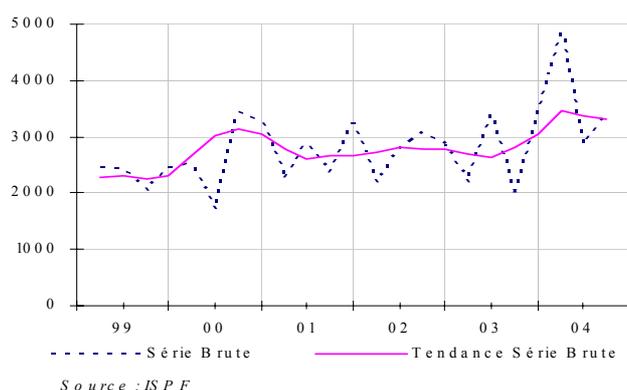
Commentaires :

La reprise espérée par les chefs d'entreprises lors de l'enquête précédente ne s'est pas produite et on a assisté à un affaissement de l'activité au deuxième trimestre 2005. Pourtant, le secteur agroalimentaire a continué d'embaucher, supportant de ce fait un alourdissement de ses charges d'exploitation. La situation de trésorerie des sociétés s'est dégradée sur la période, dans un contexte de stabilité des prix de vente et de régularité des règlements de la clientèle. Le niveau des stocks, matières premières et produits finis, a été considéré comme convenable.

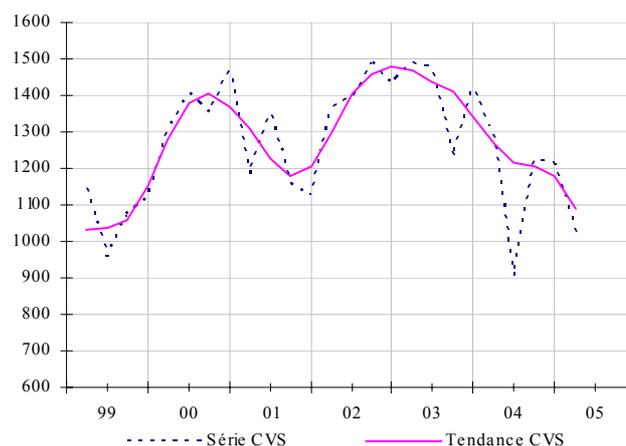
Bien que les responsables de l'agroalimentaire parient sur une embellie de la conjoncture pour le troisième trimestre, ils comptent commencer à réduire leurs effectifs, mais n'en attendent pas de résultat tangible sur leurs charges d'exploitation. Leur trésorerie, en revanche, devrait se restaurer, avec le maintien des prix de vente et des délais de paiement des clients.

La boulangerie est dans l'expectative : la revalorisation de la baguette de 43 à 50 F CFP, négociée entre les professionnels et les pouvoirs publics et prévue en deux étapes à partir du 15 août, a été reportée par le ministère des finances afin de mener des études complémentaires.

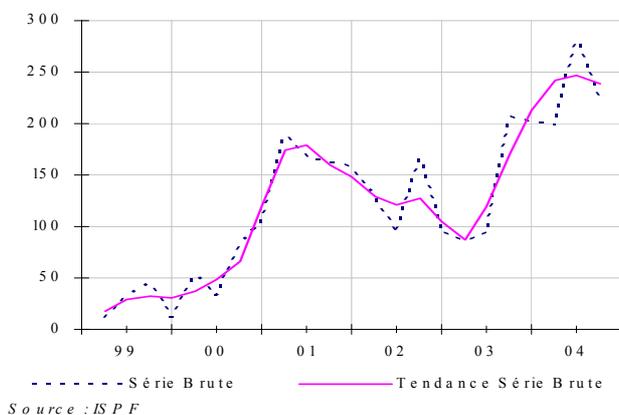
Exportations de produits agricoles et alimentaires
(en tonnes)



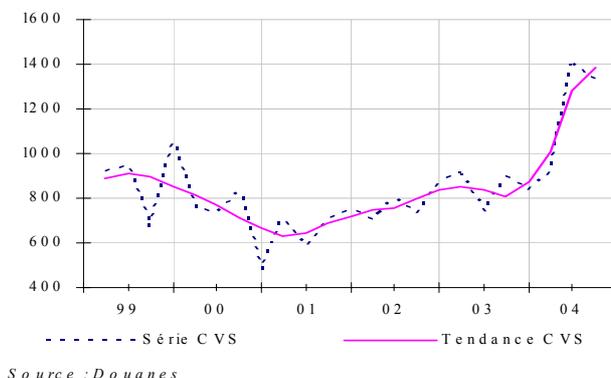
Production d'huile de coprah brute
(en tonnes)



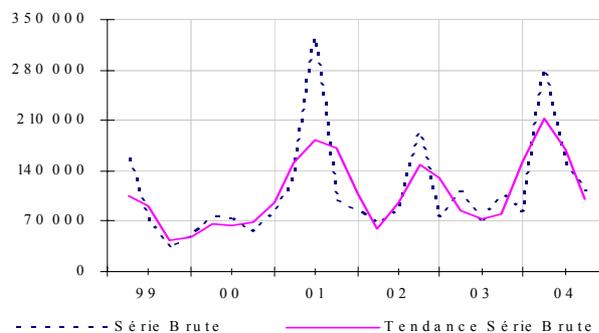
Exportations de jus de fruits
(en tonnes)



Exportations de confitures, gelées et purées de fruits
(en tonnes)



Exportations de bières et alcools (en litres)



Source : ISPF

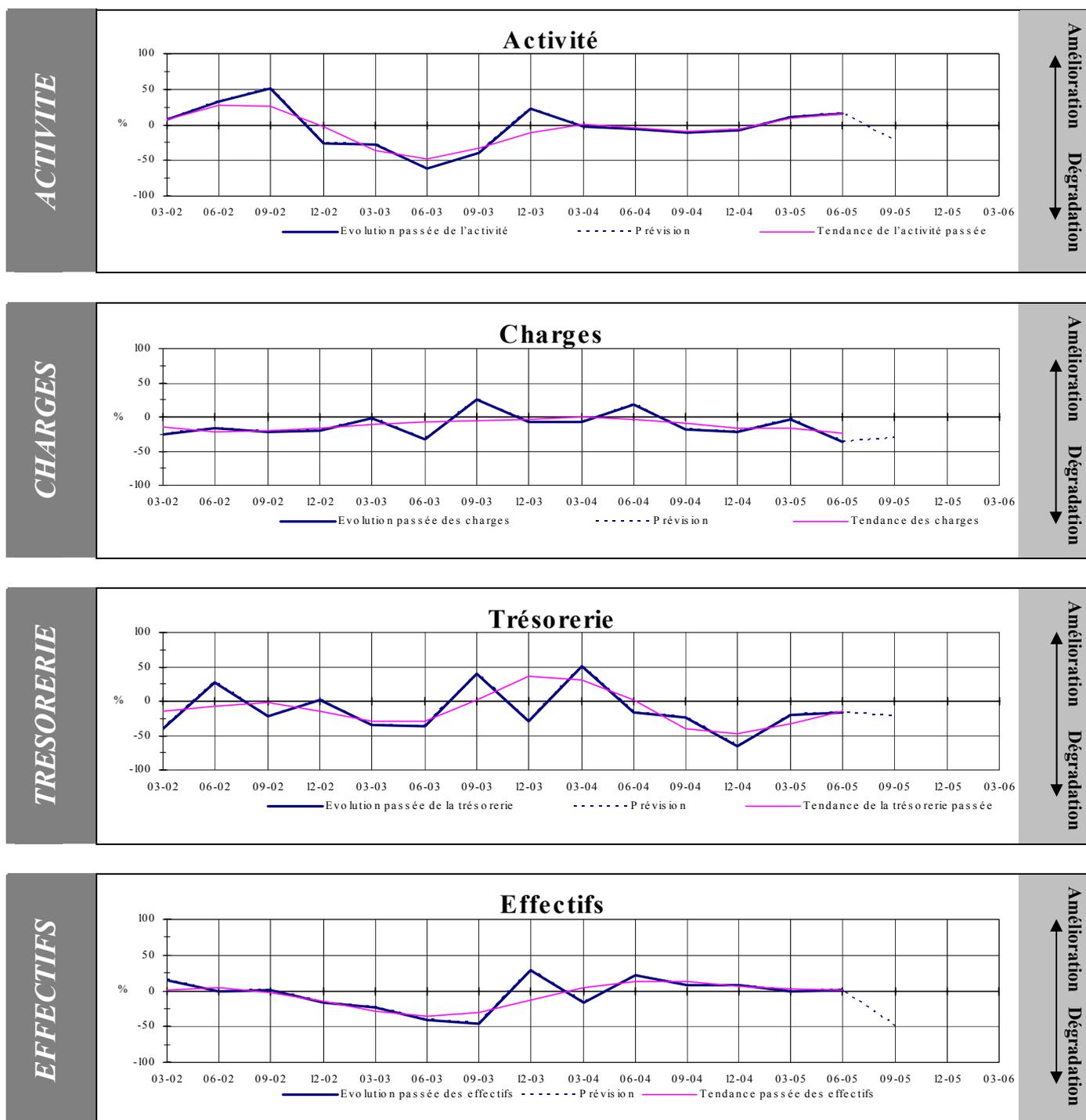
EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Produits alimentaires	3 389,3	3 402,2	nc	-	-
Nono (purée et jus)	966,0	1 628,4	nc	-	-

2.3 Autres industries

2.3 Autres industries

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur "Autres industries"¹
 Au 30 juin 2005

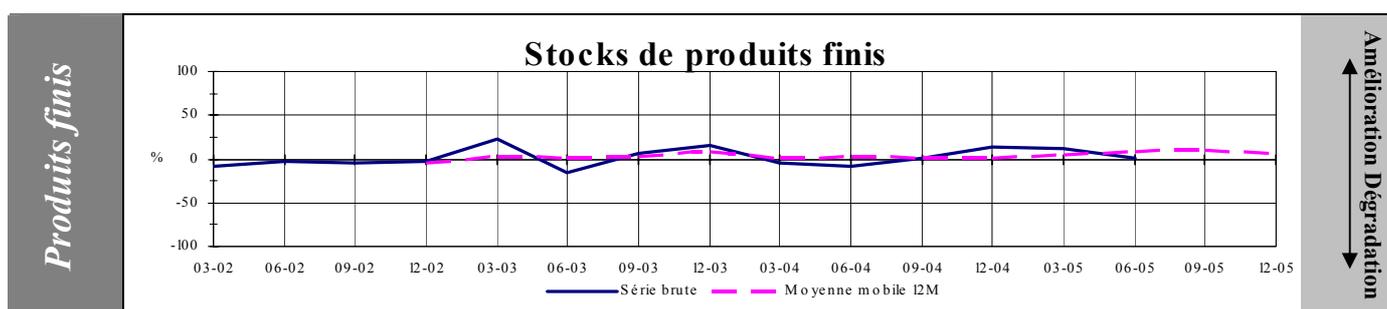
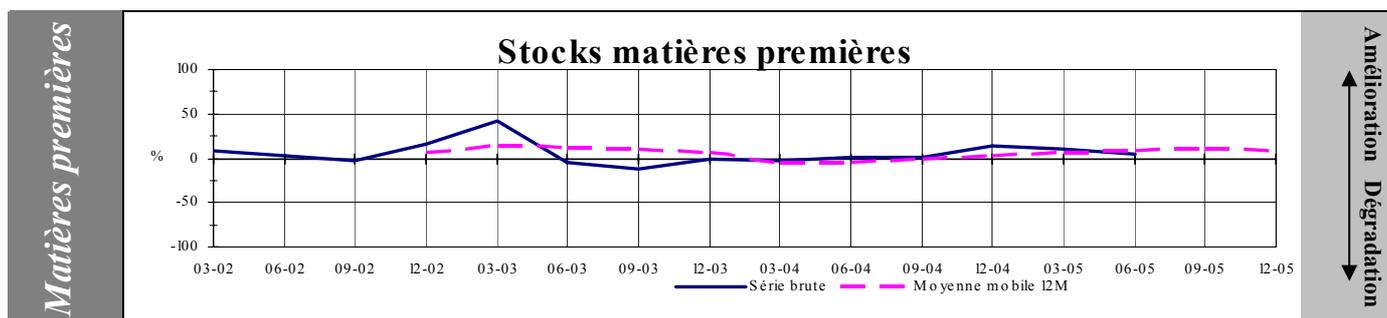
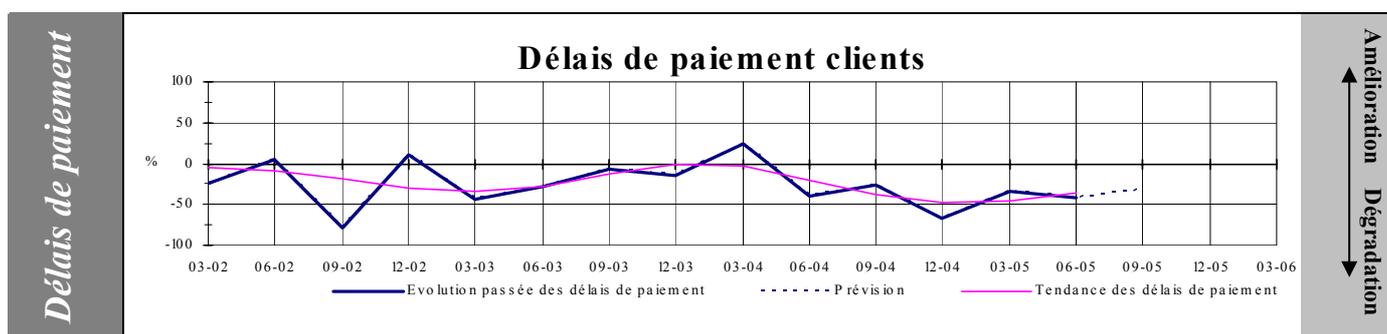
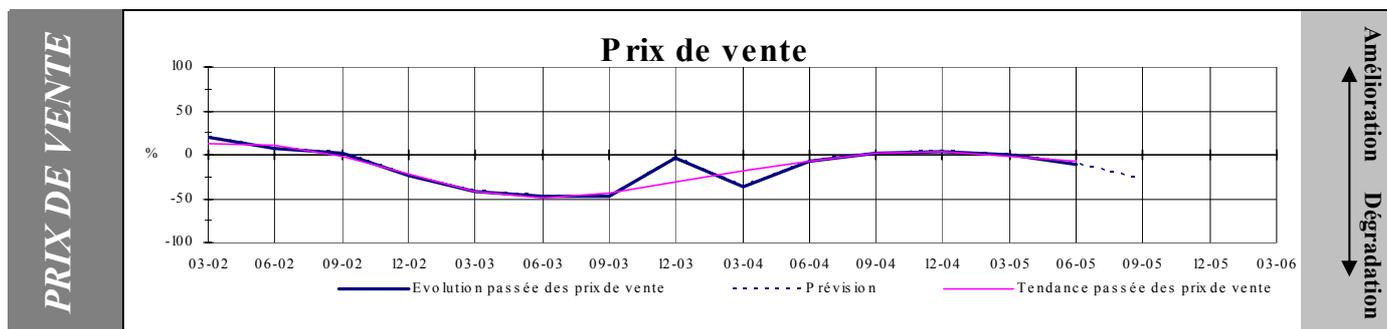
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 18 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

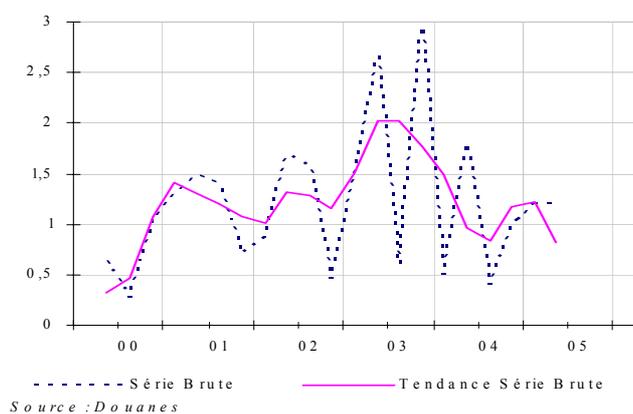
2.3 Autres industries

Commentaires :

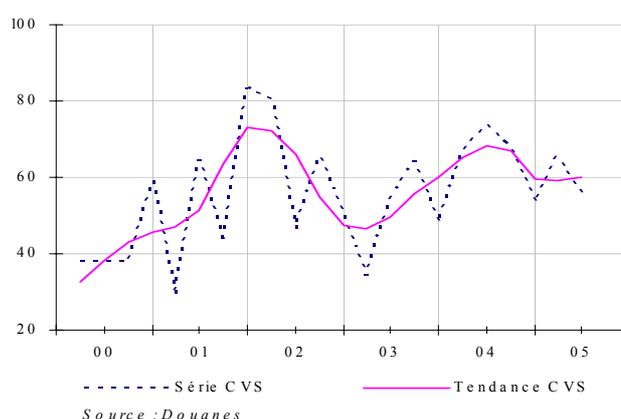
Au deuxième trimestre 2005, l'activité de l'industrie a conservé une bonne orientation. Bien que les effectifs des entreprises industrielles n'aient pas été augmentés, leurs charges d'exploitation se sont alourdies. Leur trésorerie est restée déprimée, principalement en raison de l'accumulation des retards de règlement de la clientèle. Si les stocks de matières premières ont encore dépassé leur niveau normal, ceux de produits finis, en revanche, ont été estimés convenables.

Avec le troisième trimestre, une contraction du chiffre d'affaires de l'industrie pourrait se produire, amenant à des suppressions d'emplois. Les charges d'exploitation devraient demeurer un sujet de préoccupation, ainsi que la situation de trésorerie, handicapée par une diminution des prix de vente et un allongement des délais de paiement des clients.

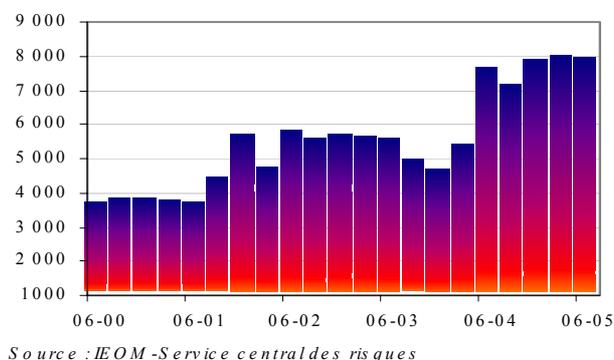
Exportations de savons
(en tonnes)



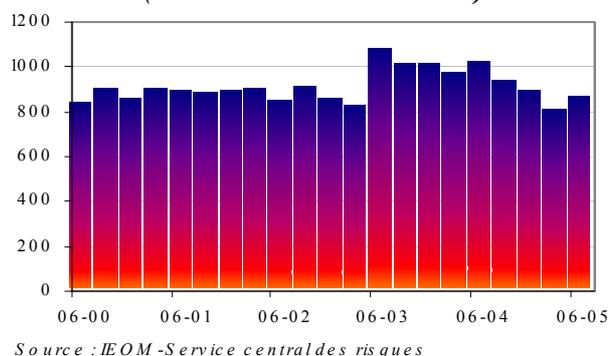
Exportations de monoï et produits dérivés
(en tonnes)



Crédits moyen terme
Industrie
(en millions de F CFP)



Créances douteuses
Industrie
(en millions de F CFP)

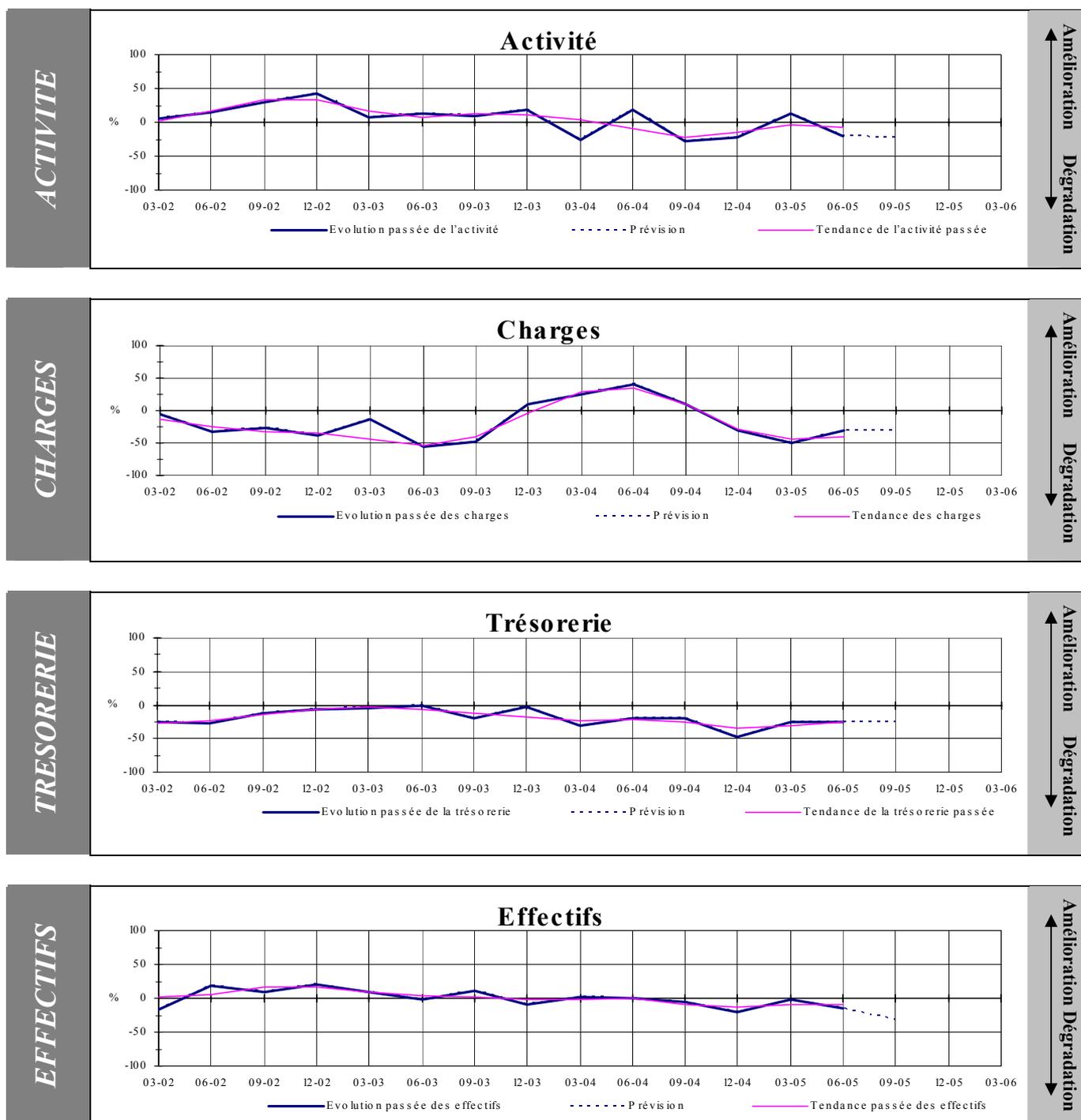


2.4 Bâtiment et travaux publics

2.4 Bâtiment et Travaux publics

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Bâtiment et Travaux publics "¹
 Au 30 juin 2005

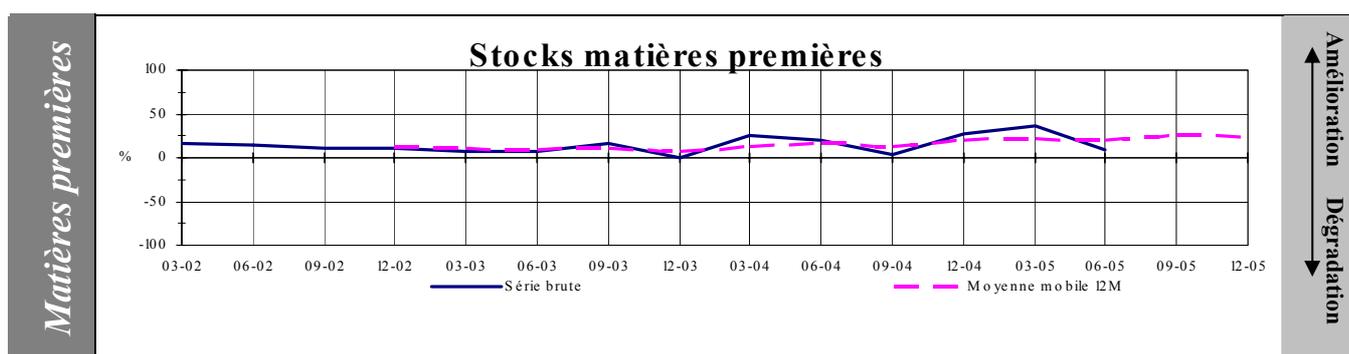
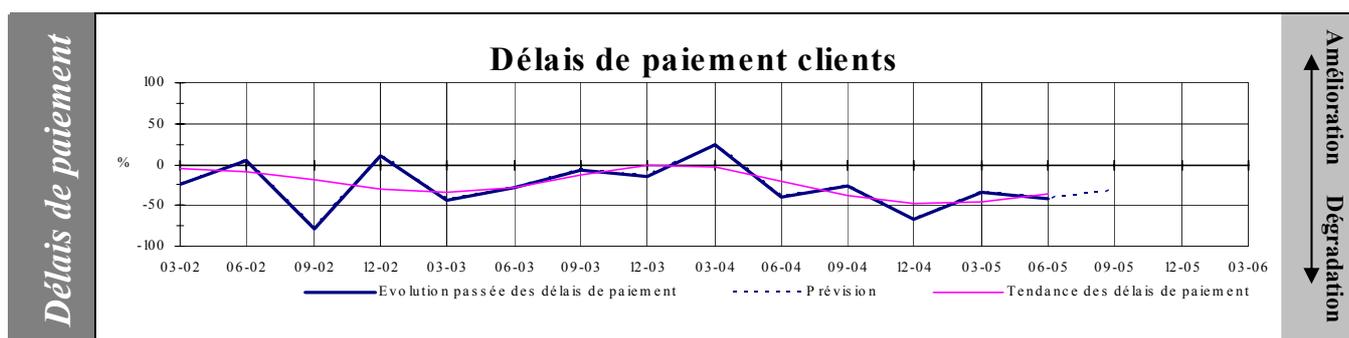
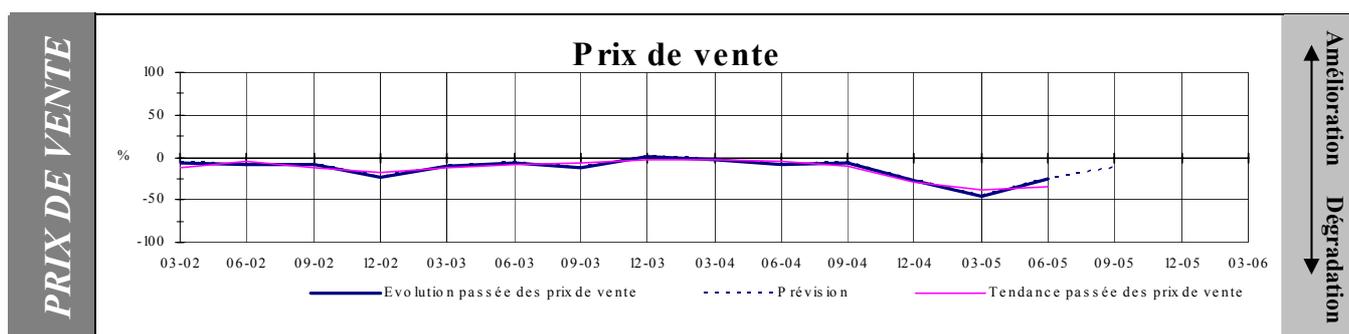
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 35 entreprises du secteur du BTP dont 20 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

Commentaires :

Le regain d'activité observé au premier trimestre 2005 ne s'est pas prolongé au suivant. Les entreprises du BTP ont réagi en diminuant leurs effectifs ; toutefois, leurs charges d'exploitation sont restées très élevées. Leur trésorerie s'est détériorée avec la conjonction de la réduction des prix de vente et de l'allongement des délais de paiement des clients. Quant aux stocks de matières premières, leur niveau a dépassé la normale.

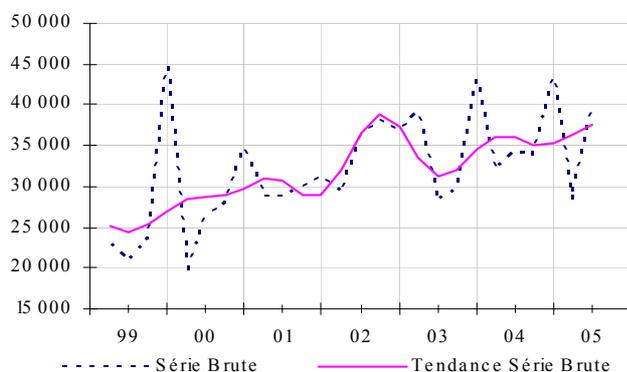
Pour le troisième trimestre, les prévisions des responsables du BTP sont plutôt réservées, ce qui devrait les inciter à poursuivre leur politique restrictive en matière d'emploi. Ils n'escomptent ni allègement de leurs charges d'exploitation, ni amélioration de leur situation de trésorerie, gênée par la décreue des prix de vente et les retards de règlement de la clientèle.

Le prêt à l'habitat bonifié (PHB)¹, prochainement opérationnel, pourrait contribuer à redynamiser le secteur.

¹ Voir chapitre 1.2.2 l'investissement immobilier des ménages p17.

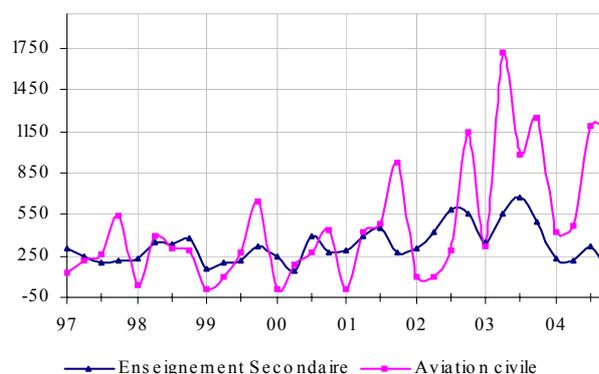
2.4 Bâtiment et travaux publics

Importations de ciment
(en tonnes)



Source : Douanes

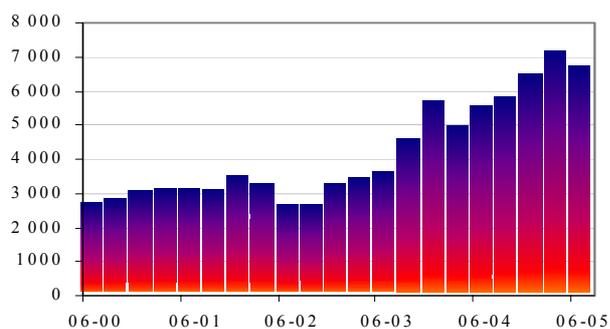
Dépenses liquidées
(données brutes en millions de F CFP)



Sources : Direction des enseignements secondaires, SEAC

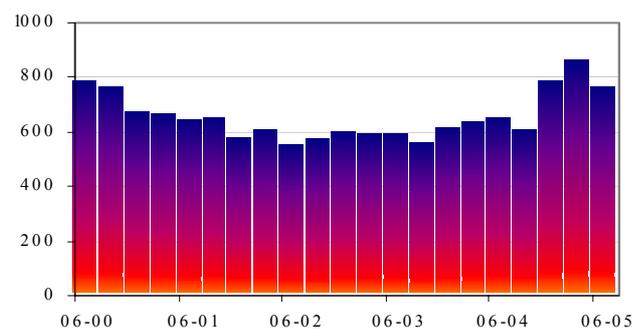
IMPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T2 04	T1 05	T2 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Ciment	34 239,4	28 499,9	39 487,4	38,6%	15,3%
Bois transformé	8 185,0	6 910,8	6 341,2	-8,2%	-22,5%

Crédits moyen terme
BTP
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

Créances douteuses
BTP
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

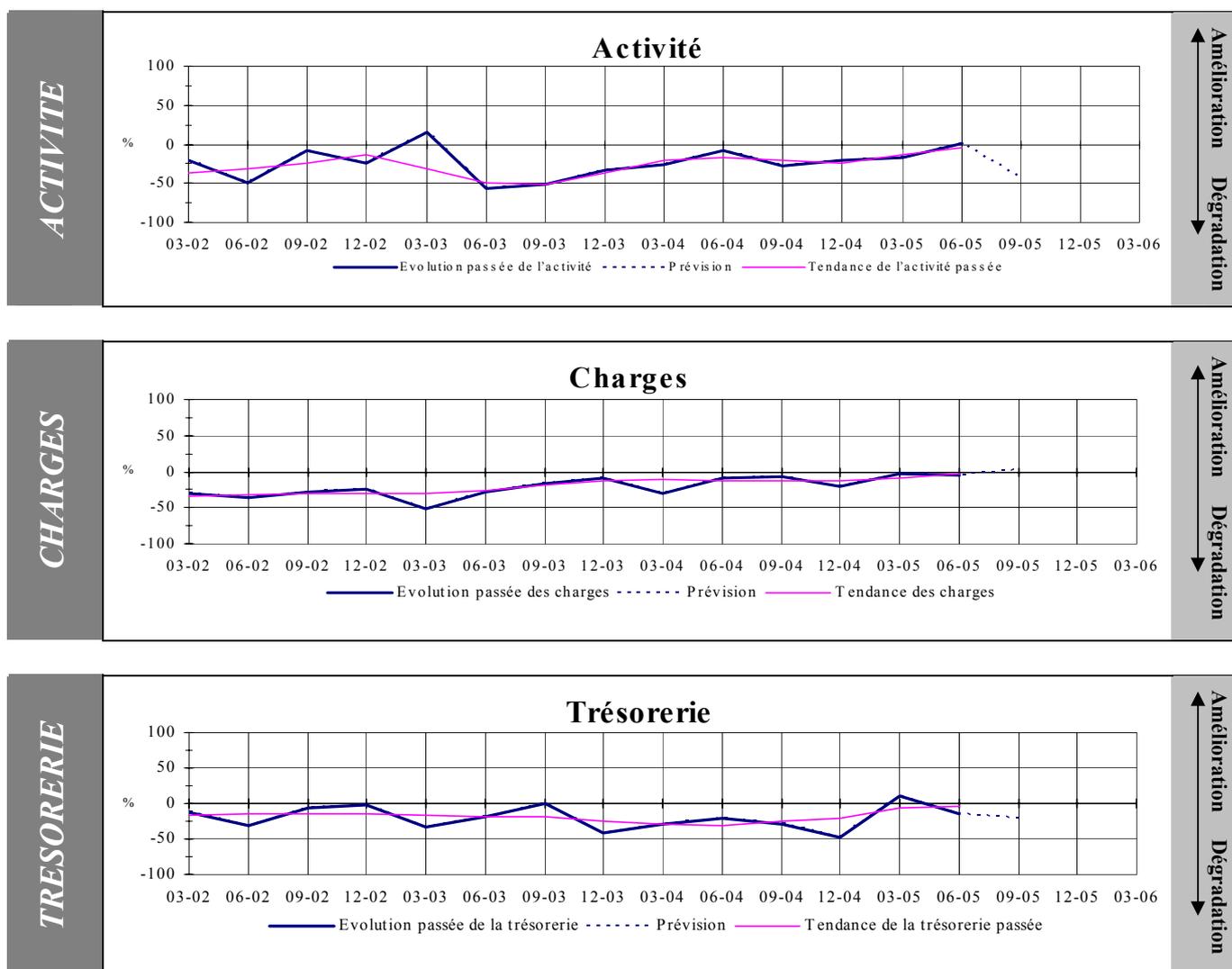
2.5 Commerce

2.5 Commerce

Commerce de gros

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Commerce de gros "¹
Au 30 juin 2005

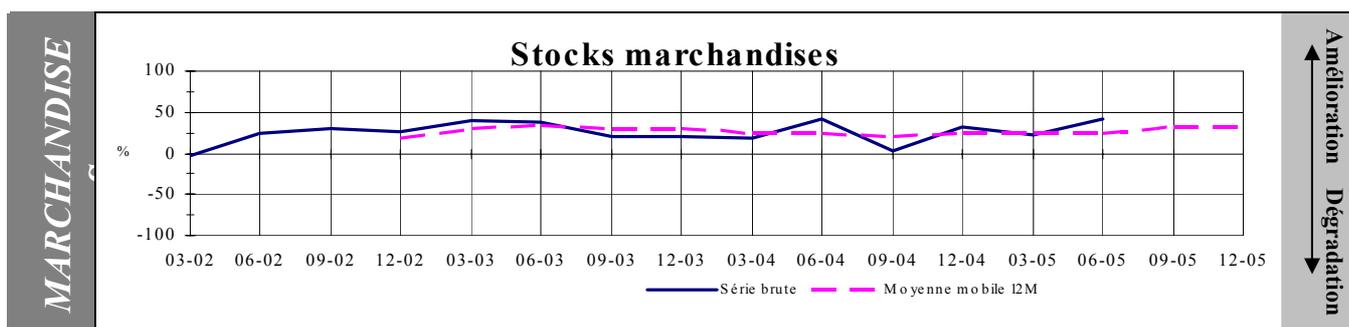
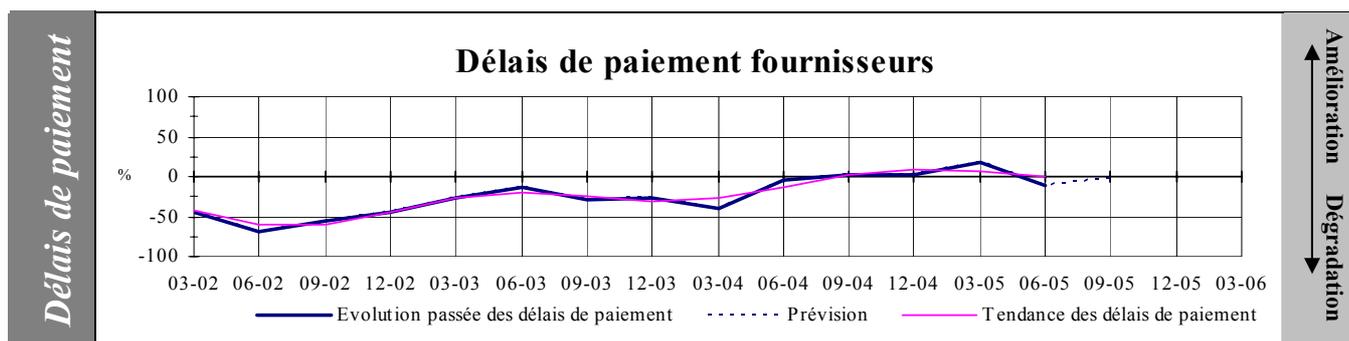
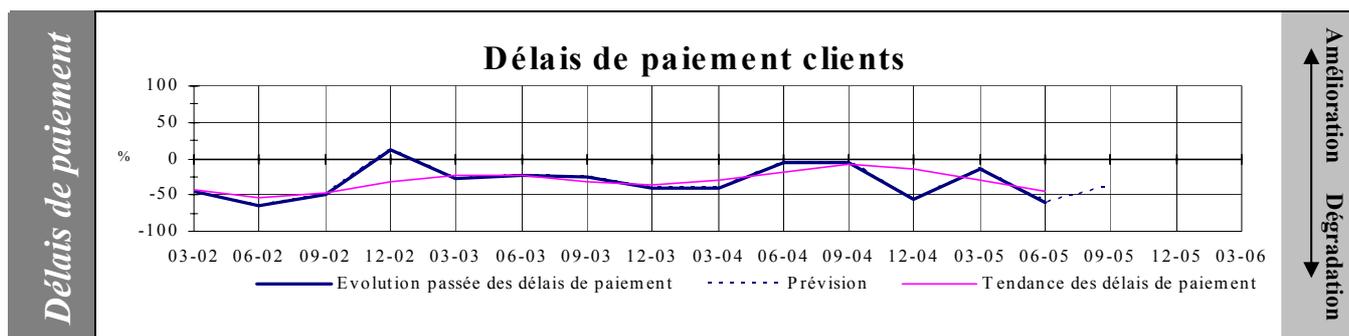
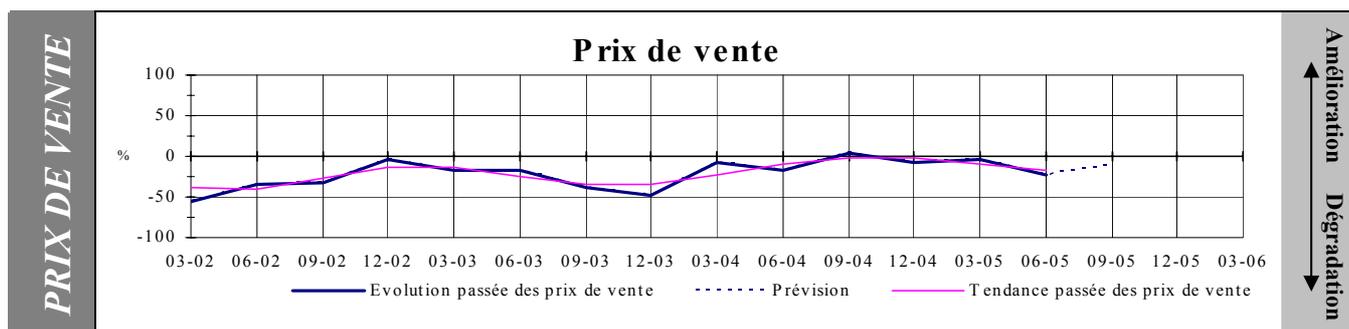
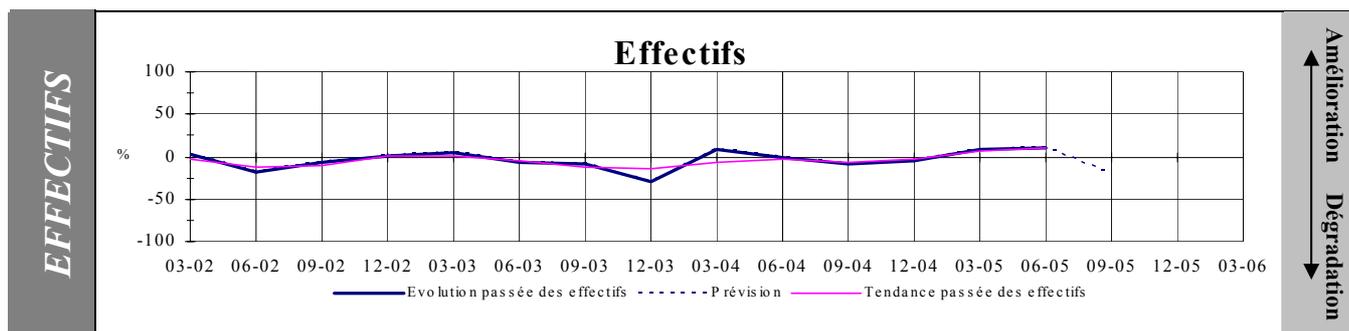
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises du secteur du commerce de gros dont 15 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

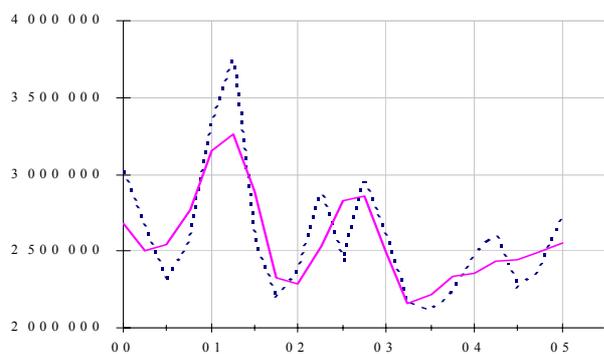
2.5 Commerce

Commentaires :

Les dirigeants du commerce de gros ont observé, au deuxième trimestre 2005, une stagnation de leur courant d'affaires. Ils ont cependant procédé à des embauches, sans influence notable sur leurs charges d'exploitation. Parallèlement à la réduction des prix de vente et à la multiplication des délais de règlement des clients, la trésorerie des entreprises s'est dégradée. Les stocks de marchandises ont été perçus comme supérieurs à la normale.

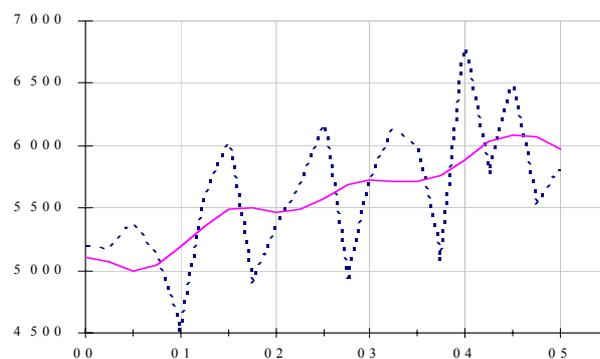
Les prévisions pour le troisième trimestre ne sont guère optimistes. Des licenciements pourraient avoir lieu, toujours sans incidence particulière sur les charges d'exploitation. La trésorerie des sociétés du secteur risque de retourner dans le rouge, en raison du recul des prix de vente et de l'accumulation des retards de paiement de la clientèle.

Importations d'eaux minérales
(en litres)



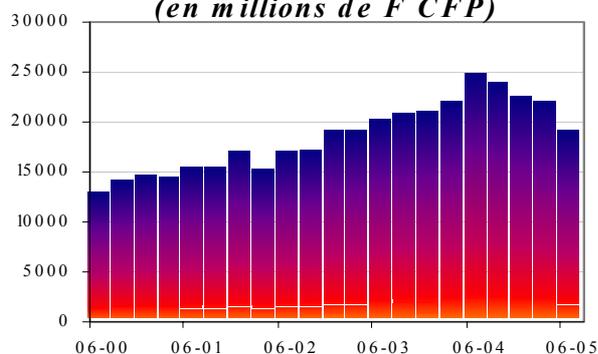
--- Série Brute — Tendance Série Brute
Source : Douanes

Importations de viande
(en tonnes)



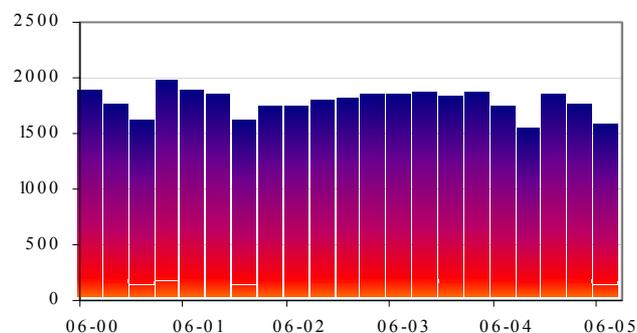
--- Série Brute — Tendance Série Brute
Source : Douanes

Crédits moyen terme Commerce
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

Créances douteuses Commerce
(en millions de F CFP)



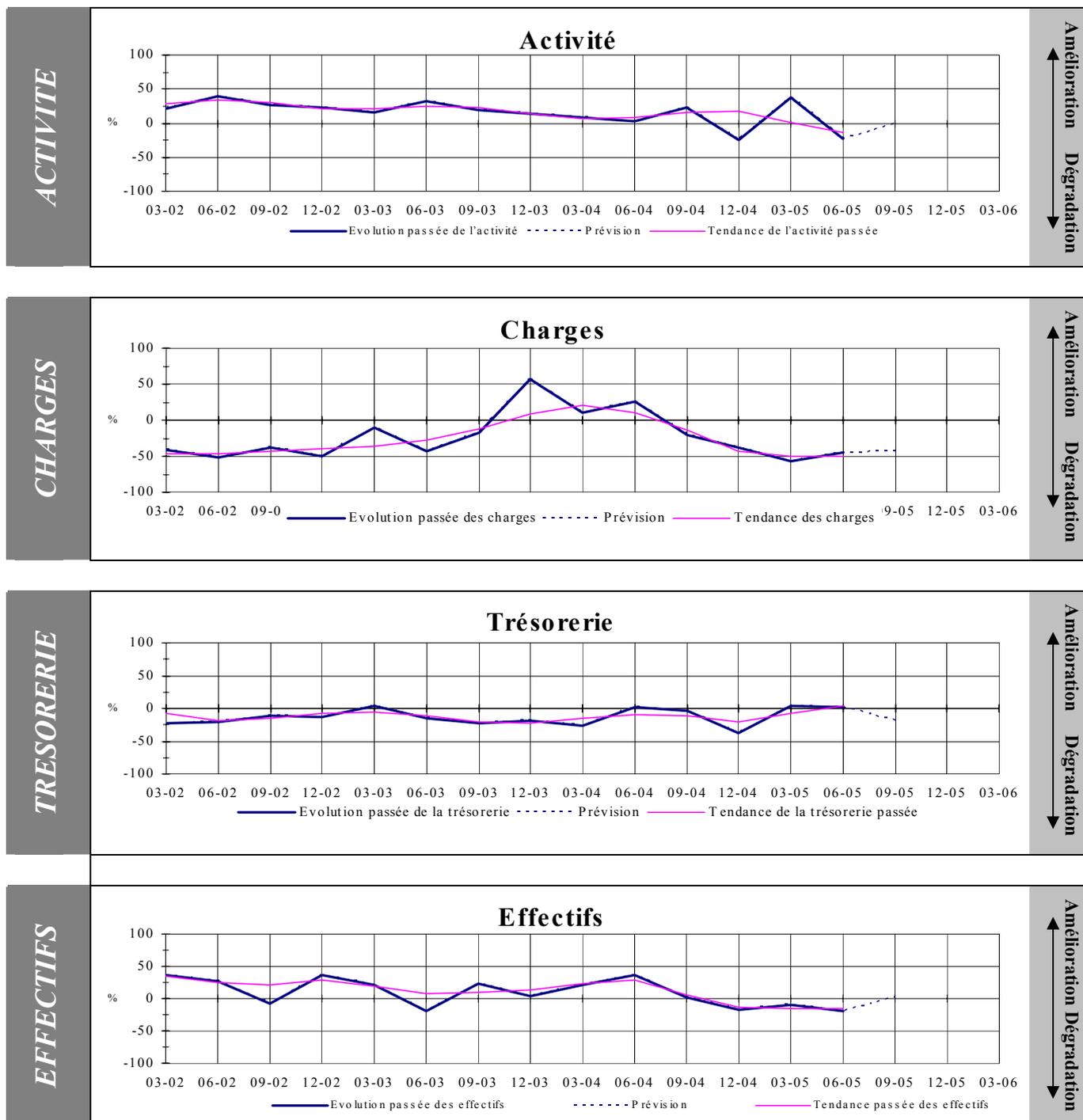
Source : IEOM -Service central des risques

Commerce de détail

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Commerce de détail "¹

Au 30 juin 2005

Soldes d'opinions² CVS

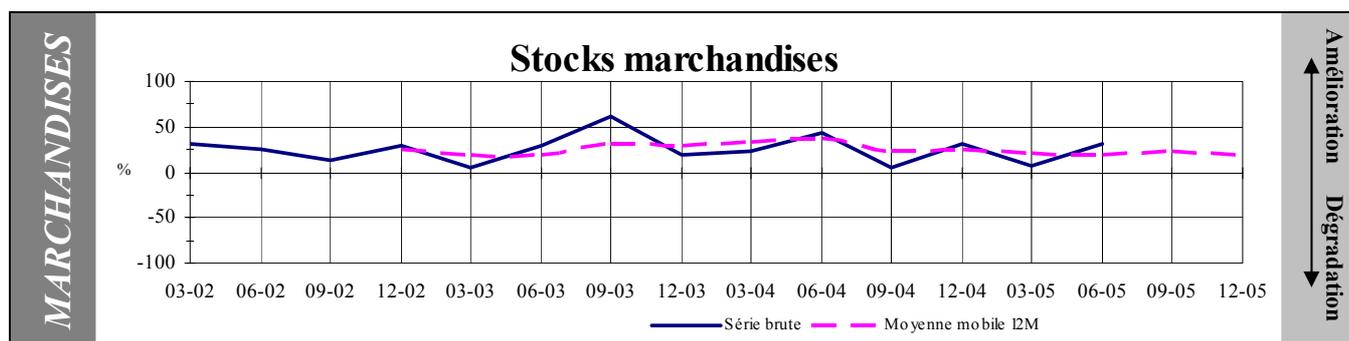
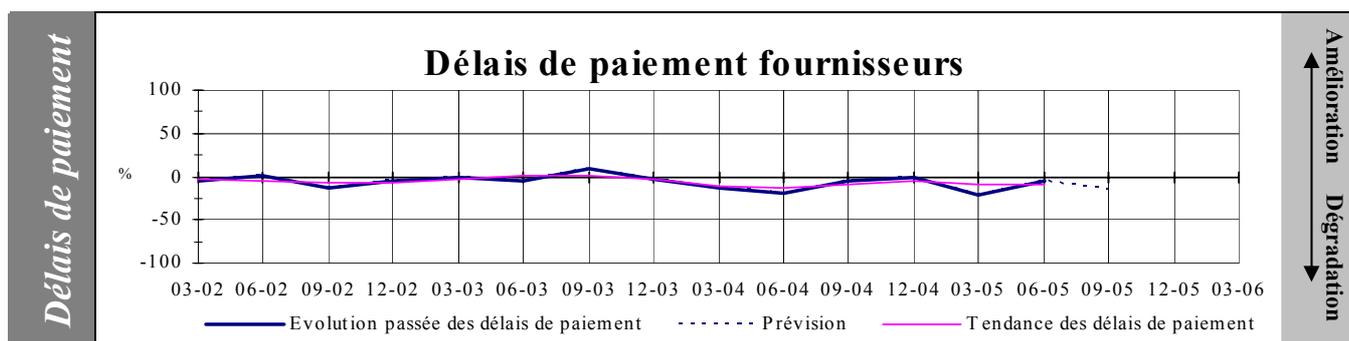
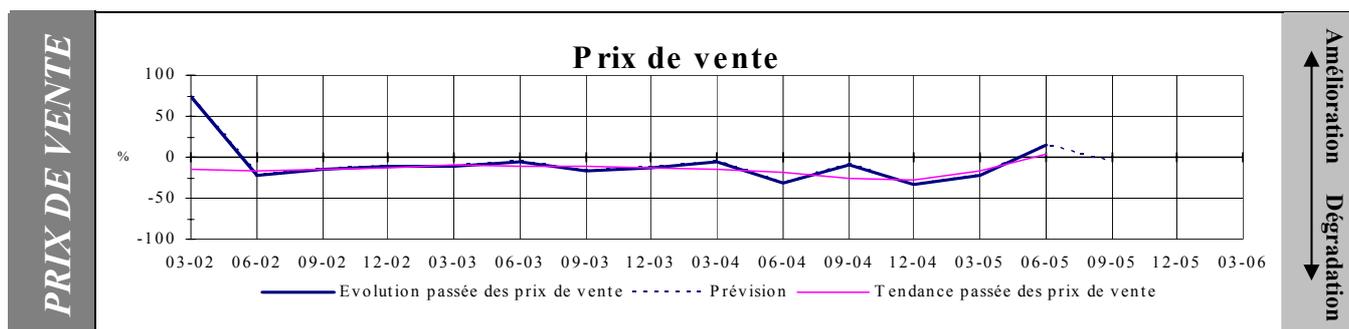


Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 45 entreprises du commerce de détail dont 23 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

2.5 Commerce



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

Commentaires :

Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est globalement replié au deuxième trimestre 2005. Les effectifs ont donc été adaptés à la baisse, mais les charges d'exploitation n'en ont pas diminué pour autant. La trésorerie des entreprises s'est maintenue à l'équilibre grâce à l'augmentation des prix de vente et à la modération des délais de paiement des clients. Les stocks de marchandises ont été ressentis par les responsables du commerce comme supérieurs à la normale.

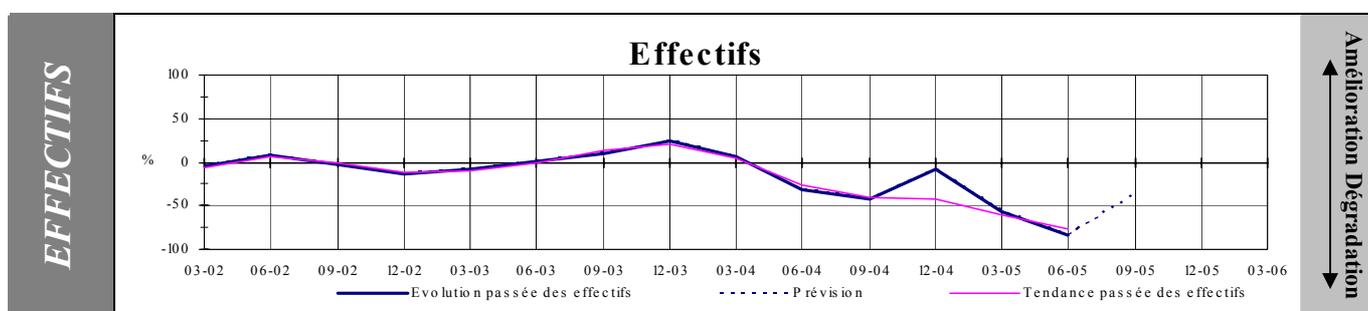
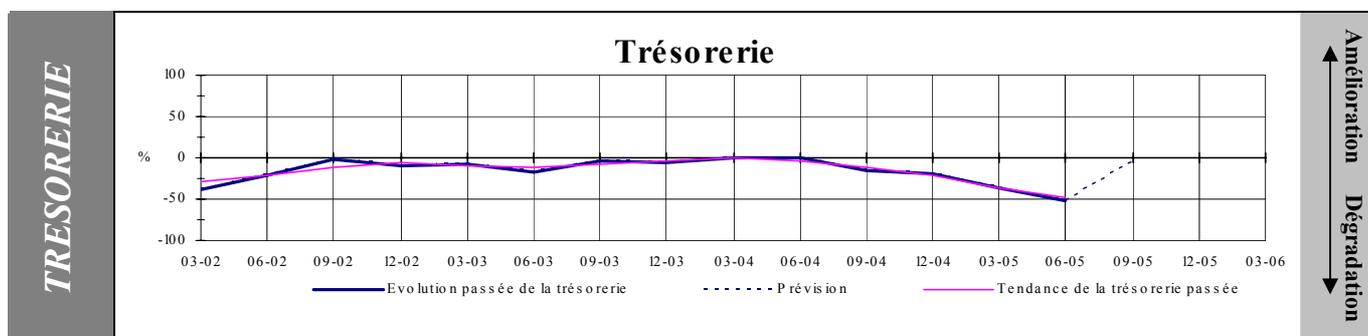
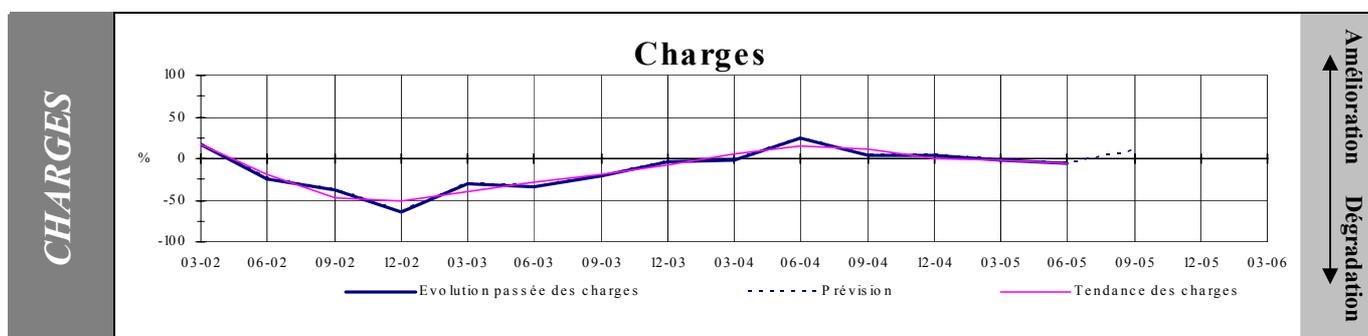
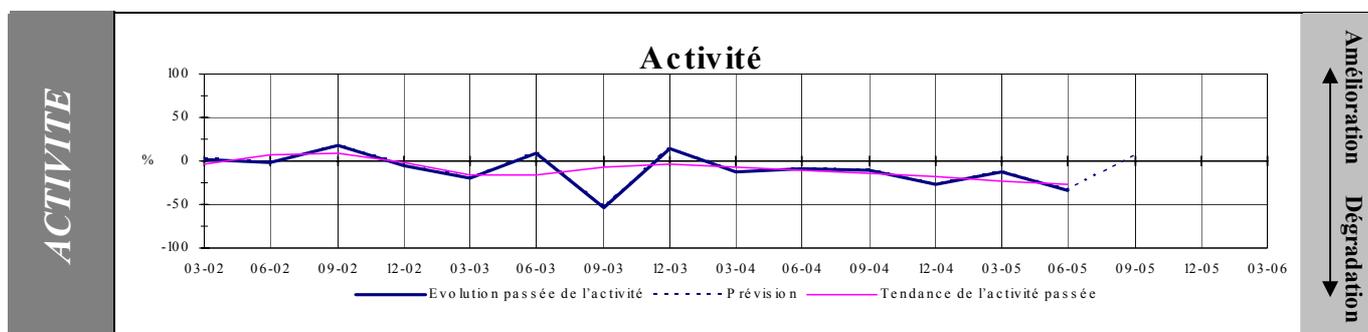
D'après ces derniers, le troisième trimestre devrait connaître une conjoncture plutôt terne, peu propice à une politique dynamique sur le plan de l'emploi. Les charges d'exploitation risquent de peser sur les comptes des sociétés. Quant à leur situation de trésorerie, elle pourrait se dégrader en raison de la décroissance des prix de vente et de l'allongement des délais de règlement de la clientèle.

2.6 Hôtellerie - tourisme

2.6 Hôtellerie - tourisme

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur "Hôtellerie et tourisme"¹
 Au 30 juin 2005

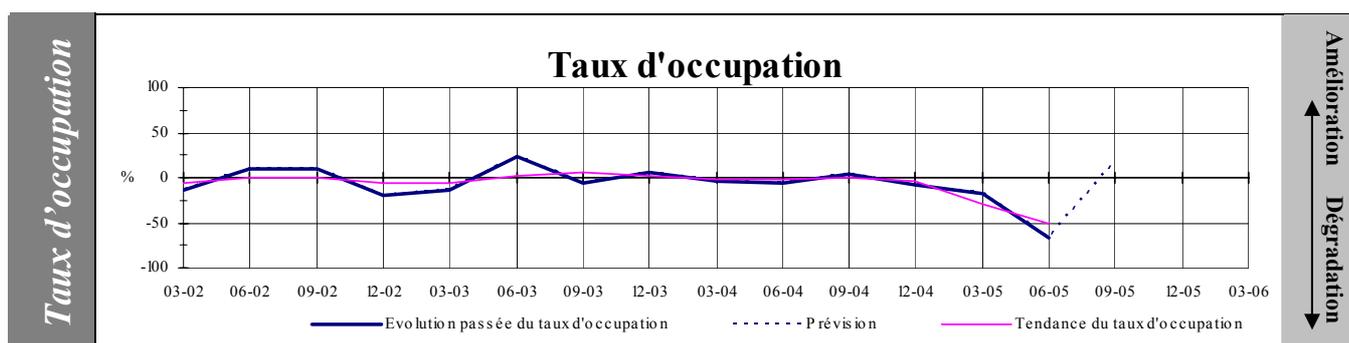
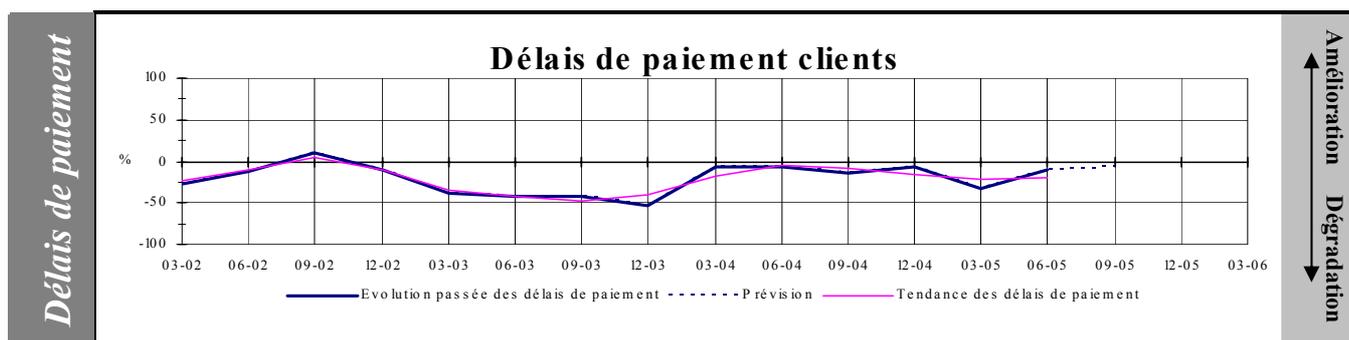
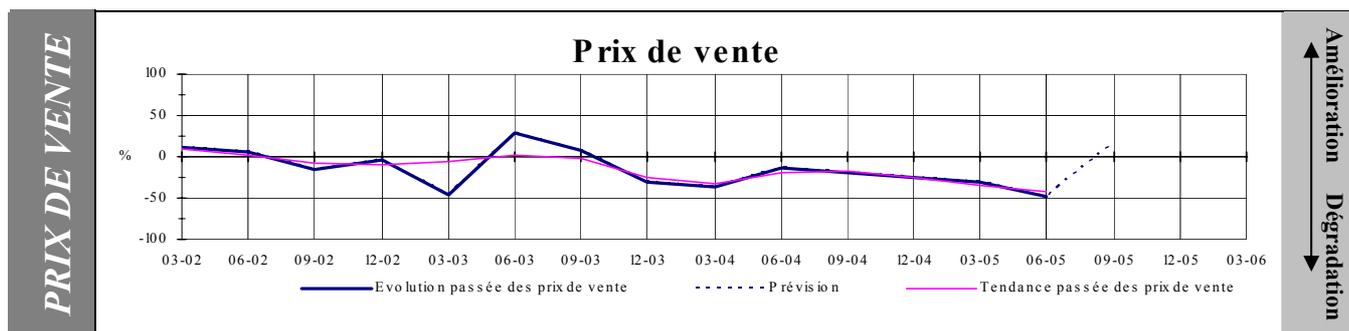
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 20 entreprises du tourisme dont 12 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

Commentaires :

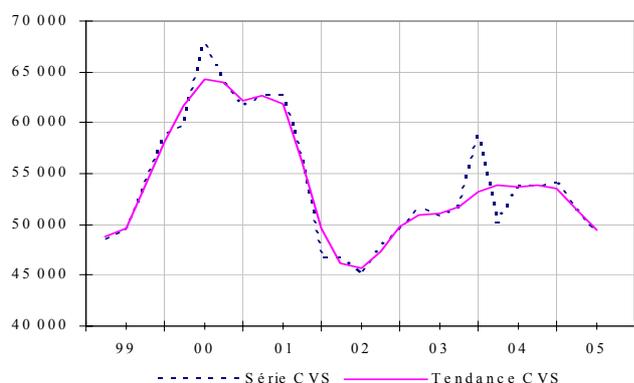
Sur la première moitié de 2005, la fréquentation touristique est en net repli : -3,5% par rapport à l'année précédente (94 843 visiteurs contre 98 248 de janvier à juin 2004). Alors que les Européens ont été plus nombreux sur la période (+3%), les Japonais ont stagné (-0,7%) et les Américains ont déserté la Polynésie française (-12%). Le Conseil des professionnels de l'hôtellerie, de son côté, a déploré un taux d'occupation moyen bien inférieur en juin 2005 (61,25%) à celui de juin 2004 (70,42%).

Des réponses au questionnaire trimestriel, il ressort que les dirigeants de l'hôtellerie ont été déçus par le courant d'affaires au deuxième trimestre 2005. Ils n'ont donc pas cessé de restreindre leur personnel, ce qui leur a permis de conserver un niveau de charges d'exploitation supportable. Quant à leur situation de trésorerie, elle s'est aggravée, sous l'effet de la baisse des prix et de l'allongement des délais de paiement de la clientèle. Enfin, leur taux d'occupation est apparu insuffisant.

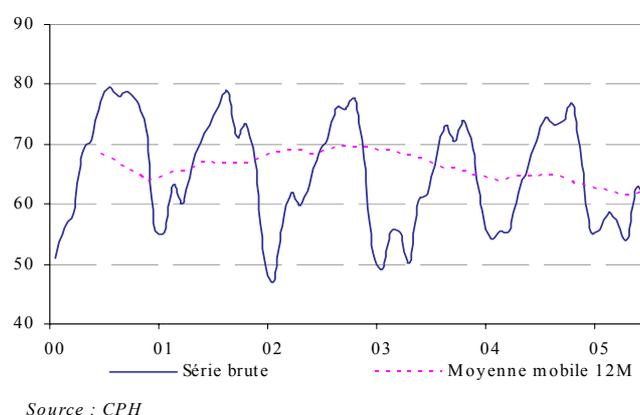
Selon les opinions exprimées à travers l'enquête, le troisième trimestre, qui correspond à la haute saison, devrait permettre de renverser la tendance de l'activité sans cependant inciter les établissements à délaisser leur politique de compression d'effectifs. Leurs charges d'exploitation devraient donc se maintenir. Leur trésorerie devrait profiter de l'appréciation des prix de vente pour retourner à l'équilibre. Le taux de remplissage des hôtels, quant à lui, devrait s'améliorer significativement.

2.6 Hôtellerie - tourisme

Fréquentation touristique (en nombre de touristes)



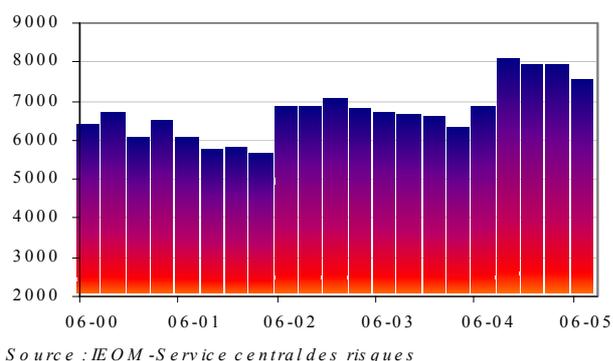
Taux d'occupation des grands hôtels (en %)



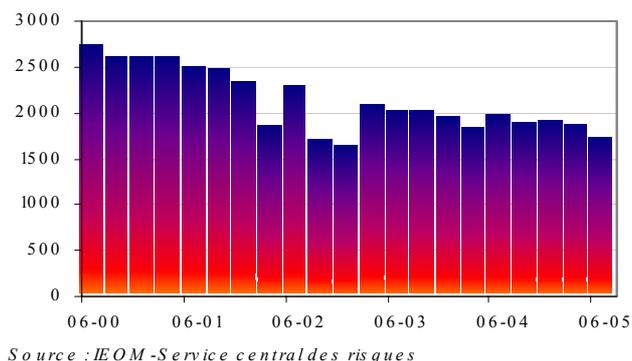
TRAFIC A L'AEROPORT DE TAHITI (Source : SEAC)	T2 04	T1 05	T2 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de passagers	146 511	151 133	141 645	-6,3%	-3,3%

FREQUENTATION TOURISTIQUE (Source : Ministère du tourisme)	T2 04	T1 05	T2 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de touristes	52 673	46 860	47 983	2,4%	-8,9%

**Crédits moyen terme
Hôtellerie, restauration
(en millions de F CFP)**



**Créances douteuses
Hôtellerie, restauration
(en millions de F CFP)**



2.7 Services marchands

2.7 Services marchands

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Services marchands " ¹ au 30 juin 2005

EVOLUTION					
Par rapport au premier trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↘ en baisse	↘ alourdissement	↘ dégradation	↗ en hausse	↘ en baisse	↘ allongement

PREVISIONS					
Pour le troisième trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
↘ en baisse	↗ allègement	↘ dégradation	↘ en baisse	→ stables	↘ allongement

NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES	
Par rapport à la normale	
-	
inférieur	

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 60 entreprises du secteur « services marchands » dont 38 ayant répondu.

2.7 Services marchands

Commentaires :

Les responsables des services marchands ont déploré la morosité de leur activité au deuxième trimestre 2005. Malgré cela, ils ont entretenu un courant d'embauches positif, qui n'a pas été sans conséquences sur leurs charges d'exploitation. La situation de trésorerie des sociétés du secteur a continué de se détériorer, sous l'effet cumulé de la contraction des prix de vente et de l'allongement des délais de paiement de la clientèle. Quant à leurs carnets de commandes, ils ont été jugés insuffisants.

Selon les chefs d'entreprises du secteur qui ont répondu au questionnaire, l'orientation de la conjoncture devrait encore être négative au troisième trimestre. Des licenciements sont envisagés afin de permettre un allègement des charges d'exploitation. La trésorerie des entreprises ne devrait pas se redresser pour autant, grevée par les retards de règlement des clients.

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE**

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE
Responsable de la rédaction : Jean-Pierre DERANCOURT
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 24 août 2005
Dépôt légal : 24 août 2005 - N° ISSN 0296-3116